



CONCOURS GRANDE ECOLE
ORAUX LVA ALLEMAND

Choix de textes de la session Juin 2023

N° 50 L'interventionnisme économique à la française gagne du terrain en Allemagne

Ninon Renaud, Les Echos, 5.1.23

Dans l'entourage du chancelier allemand et de son ministre de l'Economie, les voix en faveur d'une politique industrielle plus active se font plus fortes. De quoi soutenir l'ambition de Paris d'impulser une réponse européenne robuste à l'Inflation Reduction Act de Washington.

A l'heure des bonnes résolutions, la petite musique économique qui monte en Allemagne est de nature à nourrir tous les espoirs d'un partenariat franco-allemand plus solide que jamais. Bien qu'il ait toujours un ministre des Finances libéral attaché aux principes d'un Etat économe et respectueux des forces du marché, le premier moteur de l'Europe voit en effet grandir le camp des partisans de plus d'interventionnisme à la française.

Proche des syndicats et du parti écologiste du ministre de l'Economie et du Climat, Robert Habeck, l'Institut de recherche macroéconomique et conjoncturelle (IMK) a même présenté jeudi un rapport au titre évocateur : « Le changement d'époque exige une politique économique active et ciblée ». Dans ce document d'une vingtaine de pages, les économistes de l'IMK estiment que l'UE doit mener « une politique industrielle plus active ».

L'Europe doit se fixer des priorités

Il n'est pas question de montrer trop fortement les dents comme Paris aimerait le faire, au risque de s'engager dans un conflit commercial avec les Etats-Unis du fait de l'Inflation Reduction Act. « Ce ne serait pas dans l'intérêt de l'Europe et cela ne résoudrait pas le problème de fond qui est que les investisseurs privilégieront les Etats-Unis pour installer des usines de production de batteries électriques », prévient l'IMK.

En revanche, l'Europe doit profiter de cette offensive américaine pour fixer ses priorités. Rendue publique le mois dernier, « l'initiative dans ce sens de Robert Habeck et de son homologue français Bruno Le Maire va dans la bonne direction », estime le directeur scientifique de l'IMK, Sebastian Dullien. Paris et Berlin demandaient à la Commission européenne un assouplissement des règles pour les aides d'Etat aux entreprises et des « subventions ciblées » pour les secteurs stratégiques.

Parmi ceux-ci, Sebastian Dullien évoque la production de puces, de batteries électriques, de produits pharmaceutiques mais aussi d'acier, stratégique pour l'industrie allemande. Le patron du syndicat de la chimie et proche du chancelier allemand, Michael Vassiliadis, s'est lui aussi exprimé récemment en faveur de telles incitations, décriant « l'éternel mantra » bruxellois du respect de la concurrence.

Une évolution de fond

L'IMK n'exclut pas le recours à davantage de dettes pour financer des subventions mais l'institut préfère mettre l'accent sur une régulation plus protectrice, poussant à produire davantage sur le sol européen et dans le respect du climat. Il soutient d'ailleurs le principe de la taxe carbone aux frontières adoptée par l'UE le mois dernier. Cette évolution est à l'oeuvre depuis quelques années déjà. Mais l'ancien ministre de l'Economie chrétien-démocrate, Peter Altmaier, avait reçu une volée de bois vert quand il avait évoqué, en 2019, son ambition de créer des champions européens. Le soutien financier massif américain à la transformation verte de son industrie et la menace d'un décrochage des fleurons industriels allemands semblent avoir réduit les critiques.

La BCE pointée du doigt

Ce changement s'accompagne d'une seconde musique assez douce aux oreilles du sud de l'Europe : les économistes de l'IMK critiquent la hausse rapide des taux de la Banque centrale européenne en la jugeant « excessive ». Sebastian Dullien salue au contraire la politique budgétaire expansionniste du gouvernement allemand qui a, selon ses calculs, déjà mobilisé près de 185 milliards d'euros en 2022 et 2023 pour soutenir les ménages.

Une politique monétaire qui serre trop les rênes pourrait remettre en question les succès de la gestion de la crise menée jusqu'à présent.

Sebastian Dullien Directeur scientifique de l'IMK

L'économiste prône, comme le Conseil des sages allemands, de compenser en taxant les ménages les plus élevés. « Une politique monétaire qui serre trop les rênes pourrait remettre en question les succès de la gestion de la crise menée jusqu'à présent, sans pour autant atteindre son objectif », ajoute l'économiste. Selon lui, la BCE ne peut en outre guère agir contre la hausse des prix de l'énergie. Et il « n'existe pas d'indices convaincants dans la zone euro en faveur d'une consolidation de l'inflation par des spirales prix-salaires », conclut-il.

N° 38 La croissance ne fait plus recette; et pourtant...

STÉPHANE GARELLI , Le Temps, 18.2.2023

«Le progrès calme et fort, et toujours innocent...» Chaque année, on s'éloigne de plus en plus de ce vers de Victor Hugo. Dans les économies avancées, la méfiance ne cesse d'augmenter par rapport au progrès et à la croissance économique. Pourquoi?

Dans les années 1980, la question n'était pas de savoir si la croissance économique était bonne ou pas, mais de savoir comment y parvenir. D'un côté, il y avait ceux qui pensaient comme Ronald Reagan et Margaret Thatcher qu'il fallait redonner du pouvoir à l'économie. De l'autre, la social-démocratie incarnée par Helmut Schmidt insistait pour maintenir une forte présence de l'Etat.

Aujourd'hui, tout a changé. Les réformes économiques qui visaient à augmenter l'efficacité de l'Etat ou celle de l'économie ont laissé la place aux mesures de soutien. La priorité pour les politiciens est de protéger la population de tous les aléas de la vie. La vertueuse Allemagne, par exemple, a alloué un fonds équivalent à 7% de son produit intérieur brut (PIB) pour soutenir les ménages et les entreprises lors de la crise énergétique.

Pourquoi ce changement? Une première explication est le vieillissement de l'électorat. Celui-ci est intéressé par des politiques qui garantissent sa vieillesse au quotidien. Ce qui prime, ce sont donc des transferts économiques vers les politiques de santé et de prévoyance sociale.

Selon l'OCDE, les dépenses de santé dans ses pays membres augmenteront en moyenne de 3% par an pour atteindre environ 10% du PIB en 2030. La qualité des soins et l'espérance de vie en sont la cause. En Grande-Bretagne, par exemple, une personne de plus de 90 ans coûte à la communauté 17 000 francs par an en frais sociaux, soit presque la moitié du PIB par habitant.

Une deuxième explication vient de l'émergence des réseaux sociaux qui ont donné la parole à plus de gens, même s'ils ne votent pas ou ne paient pas d'impôts. C'est le cas, entre autres, pour la transition énergétique, le climat ou la biodiversité. Chaque idée est amplifiée à l'extrême. C'est toute une population qui veut se croire le gouvernement d'un pays.

Cet effet de ciseau, entre vieillissement et amplification des opinions, a conduit les politiciens à une frilosité croissante. Les projets économiques à long terme, les infrastructures ou les approvisionnements critiques sont devenus un cassetête. Ils prennent de plus en plus de temps et sont entravés par toutes sortes d'oppositions. Enfin, les bénéfices électoraux de la croissance deviennent insaisissables.

Il est juste de parler de croissance qualitative. Pourtant, dans ce domaine, le PIB est un piètre indicateur. Le président russe se vante du fait que l'économie de son pays ne s'est pas effondrée autant que les experts l'avaient annoncé. La réalité est qu'une économie de guerre qui arme 300 000 personnes qui, en plus, sont entrées dans les statistiques de l'emploi maintient une illusion. Le bien-être de la population est-il vraiment servi en armant des militaires qui vont mourir au combat ou quand on recrute en prison?

L'économie de transfert n'est jamais une source de richesse, même chez nous. Un manifestant à Paris à qui on demandait comment payer pour le déficit des retraites: «Il n'a qu'à taxer les riches.» Le problème est que cela ne suffirait pas – et la deuxième année, ils seraient tous partis (d'ailleurs, c'est quoi «un riche»?).

Il est préférable de se concentrer sur les nouvelles sources de croissance. Les Etats Unis, au plan fédéral, vont déboursier 1200 milliards de dollars pour les infrastructures et 390 milliards pour l'économie verte. A cela s'ajoutent les subventions des Etats comme le Texas ou le Michigan. Au quatrième trimestre, l'économie américaine a progressé de 2,9% et les emplois de 517 000 en janvier. Le taux de chômage (3,4%) est le plus bas depuis 1969.

Où sont donc les partisans de la décroissance? Car sans progrès et croissance économique, il n'y a pas d'innovation technologique et pas de redistribution possible de la richesse. Il n'y a pas d'infrastructure sociale, comme des hôpitaux ou des écoles, et il n'y a pas d'infrastructures économiques performantes pour la transition énergétique ou la mobilité.

Néanmoins, le plus grand destructeur de croissance, pardelà les mentalités, reste la guerre. Victor Hugo avait complété son vers par:

«... Ne sait pas ce que c'est que de verser le sang»

Là aussi, on s'en éloigne chaque jour.

N° 2 L'Allemagne acte la fin du nucléaire

Pierre Avril, Le Figaro, 15.4.23

Les trois dernières centrales seront débranchées ce samedi. Berlin mise sur les énergies renouvelables.

EUROPE Ce samedi 14 avril 2023, le mouvement antinucléaire va savourer son « grand succès », selon la propre expression de l'ONG Greenpeace : les trois dernières centrales allemandes d'Isar, Emsland et Neckarwestheim III seront définitivement débranchées du réseau, mettant fin, outre-Rhin, à des décennies d'utilisation de l'atome. La fête sera célébrée devant la porte de Brandebourg autour d'une statue de dinosaure conçue par un sculpteur de Düsseldorf. L'animal préhistorique, symbolisant la caducité des réacteurs, sera entouré de fûts de déchets et surmonté d'un « soleil antinucléaire en position de vainqueur », annonce fièrement Greenpeace.

Hormis ces quelques célébrations, c'est sans tambours ni trompettes que Berlin met officiellement fin à cette source d'énergie, assurant dans un communiqué publié jeudi, que « la grande disponibilité de l'approvisionnement énergétique reste assurée en Allemagne ». Le processus d'extinction fut néanmoins émaillé de multiples incidents. En pleine crise d'approvisionnement gazière générée par la guerre en Ukraine, un délai d'activité supplémentaire de trois mois avait été accordé à ces trois centrales au-delà de la date initiale du 31 décembre 2022.

C'est ce calendrier, lui-même fixé par son prédécesseur social-démocrate Gerhard Schröder, que la chancelière CDU Angela Merkel avait décidé de respecter, au lendemain de la catastrophe de Fukushima. La décision fut prise sans concertation avec Paris, « dans l'émotivité » jugea à l'époque Nicolas Sarkozy.

Revenus au pouvoir en 2021, avec le SPD, les Verts ne pouvaient qu'entériner le virage de Merkel - quand bien même celui-ci déplût à Paris. Mais c'est finalement sous l'influence de la France, handicapée par les défaillances de ses réacteurs, qu'Olaf Scholz accorda, dans la douleur, un ultime délai de grâce à l'industrie. « À cause de la guerre de Poutine et du désastre de l'industrie nucléaire française, toute l'Europe doit produire comme une folle pour alimenter la France », dénonça en octobre dernier Jurgen Trittin, l'ancien ministre Grünen de l'Environnement et artisan historique de la sortie de l'atome.

Aujourd'hui, le gouvernement referme en toute discrétion cette parenthèse, qui a mis à l'épreuve l'unité de la coalition. La décision va à rebours d'une grande partie de l'opinion publique et des pratiques européennes. Au sein de l'UE, « l'énergie nucléaire semble offrir une alternative de nouveau crédible », constate la Fondation Robert Schuman, notant qu'une dizaine de pays, dont six d'Europe centrale entament la construction de nouvelles centrales. En Pologne, un premier réacteur situé à 300 kilomètres de la frontière allemande, devrait entrer en service en 2033.

Selon un sondage You Gov, publié par l'agence de presse DPA, 65 % des Allemands se montrent également favorables à une poursuite de l'exploitation, sans néanmoins remettre en cause le principe de l'abandon. Selon d'autres enquêtes d'opinion, les préoccupations liées à la « sécurité énergétique » surpassent désormais au sein de la population les impératifs de « protection de l'environnement ». « Nous sommes toujours en période de guerre, ce qui a des conséquences importantes sur l'approvisionnement et nous commande d'être prudents », appuie le député FDP, Konrad Stockmeier, porte-parole sur les questions énergétiques. Ce parti membre de la coalition a milité en vain pour une prolongation de l'atome au-delà du 15 avril.

Olaf Scholz aurait eu du mal à ignorer ce marqueur idéologique que constitue pour les Verts le rejet du nucléaire, également associé dans l'histoire de la récente République allemande, à la vigueur de la tradition pacifiste. Pour sa part, le ministre de l'Économie et du Climat Robert Habeck pense avoir surmonté l'hypothèque du gaz russe en mettant en service les premiers terminaux de GNL. Il assure que les réservoirs sont remplis à des niveaux élevés (64,5 %). Les trois derniers réacteurs n'assuraient que 6 % de la production énergétique (33 % pour le charbon actuellement).

Berlin s'accroche désormais à son objectif de décarboner son économie d'ici à 2045, via un recours massif aux renouvelables. « Désormais, nous n'avons pas d'autre choix », appuie Murielle Gagnebin, directrice du projet énergie européen de l'ONG Agora. Cette association se félicite d'assister à une « forte demande sociétale en faveur de la transition énergétique ». En témoignent, explique-t-elle, une demande inégalée de pompes à chaleur et le quadruplement d'installations photovoltaïques dans les foyers. La route s'annonce néanmoins tortueuse. L'an dernier, la hausse de consommation de charbon - dont la fin est « idéalement » prévue en 2038 - a annulé en termes d'émissions de CO2 les bénéfices des économies d'énergie. Ces émissions ont stagné à 761 millions de tonnes.

Une relation économique intense mais déséquilibrée

Nathalie Silbert, Les Echos, 23.1.2023

Depuis le Covid, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays connaît une croissance à deux chiffres. Ce dynamisme masque toutefois une relation déséquilibrée au profit de l'Allemagne.

Le traité de l'Elysée a été signé il y a 60 ans par De Gaulle et Adenauer pour sceller la réconciliation franco-allemande. Il a aussi créé le cadre d'un rapprochement économique entre les deux pays alors que rien n'était vraiment prévu sur ce plan, relève Patrick Brandmaier, directeur général de la chambre franco-allemande de commerce et d'industrie. Depuis la pandémie de Covid, les liens économiques entre les deux pays se sont encore développés.

En 2021, l'Allemagne a ainsi été le premier investisseur dans l'Hexagone - le premier marché en Europe -, y créant plus de 8.000 emplois. Après avoir augmenté de 12 % en 2021 pour atteindre 165 milliards d'euros, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a encore progressé de 13 % l'an dernier sur les onze premiers mois. La flambée post-Covid des coûts du transport, l'envolée des prix de l'énergie et la recherche d'un cadre politique stable favorisent désormais la proximité géographique avec les clients et les fournisseurs. Ce dynamisme des échanges ne saurait faire oublier un déséquilibre dans la relation commerciale. « La France est plus dépendante de l'Allemagne que l'inverse », résume Charles-Henri Colombier, économiste chez Rexecode.

L'Allemagne est le premier fournisseur et le premier client de l'Hexagone. Mais cela se traduit pour la France par un déficit commercial structurel : sur douze mois glissants, en novembre 2022, il s'élevait à 12 milliards d'euros selon les Douanes françaises.

« si l'Allemagne s'enrhume, la France tousse »

En 2021, la France n'était pour sa part que le troisième pays client de l'Allemagne. En 2022, elle devrait toutefois devancer la Chine, confrontée au ralentissement de sa croissance. « Les deux pays s'échangent à peu près les mêmes catégories de produits : des automobiles, des produits chimiques et pharmaceutiques, des matériels électriques, etc. mais les volumes vendus par la France sont plus faibles. En revanche,

elle vend aussi à l'Allemagne des services aux entreprises et du tourisme », précise Thomas Grjebine, économiste au Cepii.

Depuis l'invasion russe en Ukraine, des tensions ont surgi au sein du couple franco-allemand autour de questions surtout politiques. Le plan d'aide de 200 milliards d'euros annoncé en octobre dernier par Berlin pour protéger son économie de la flambée des prix de l'énergie a avivé les crispations. « Une partie du plan n'aura pas d'impact sur la compétitivité des entreprises allemandes. Le coeur du sujet, ce sera le soutien aux entreprises énergivores », estime Charles-Henri Colombier. A la chambre franco-allemande, on rappelle que « si l'Allemagne s'enrhume, la France tousse ». Grâce au reflux des prix du gaz et à une demande plus robuste que prévu, le scénario d'une récession outre-Rhin en 2023 semble cependant s'éloigner.

Aujourd'hui, Paris et Berlin sont confrontés au même défi de riposter à la montée des protectionnismes américain et chinois. La loi Inflation Reduction Act (IRA) de Joe Biden qui prévoit des subventions massives aux entreprises américaines pour la transition verte « met en difficulté l'Europe en tant que site industriel ». « Il faut mettre en place un cadre réglementaire clair et des conditions qui permettent aux entreprises françaises, allemandes et européennes d'être compétitives », insiste Patrick Brandmaier.

Pour les industriels invités à témoigner mercredi dernier par la chambre franco-allemande, la question du prix et de l'accès à l'énergie reste l'urgence à traiter. « Il faut aller beaucoup plus vite », a martelé Houcine Hamdi, de Siemens Energy. Alors que Paris plaide en faveur de financements supplémentaires, Patrick Brandmaier en récuse pour sa part la nécessité : « Nous ne demandons pas de nouvelles aides. En revanche, l'Allemagne et la France pourraient montrer leur volonté de mener à bien les plans qui ont été lancés », qu'il s'agisse du plan de relance européen de 750 milliards d'euros ou du European Chips Act annoncé en octobre pour remédier aux pénuries de semi-conducteurs.

« Le problème, c'est que les Français attendent beaucoup plus des Allemands que l'inverse, observe Thomas Grjebine. Si la France veut pousser pour un 'Buy European Act', alléger les règles sur les aides d'Etat ou mobiliser des fonds européens pour développer des investissements industriels dans des secteurs d'avenir, elle a besoin du soutien de l'Allemagne, ce qui est compliqué alors que leurs intérêts ne sont pas forcément alignés. »

N° 18 En Allemagne, Musk snobe les syndicats

Pierre Avril, Le Figaro, 16.2.23

La puissante centrale IG Metall veut prendre pied dans l'usine Tesla proche de Berlin. Elle se heurte à un mur.

SOCIAL Un bras de fer s'est engagé entre le syndicat IG Metall et l'usine Tesla de Grünheide, qui, irrésistiblement, tourne au choc des cultures entre ce pilier institutionnel de l'économie sociale de marché allemande et le fleuron du capitalisme américain débridé, incarné par le fondateur du constructeur automobile, Elon Musk. Trois ans après l'implantation du leader de la mobilité électrique aux portes de Berlin, dans la région de Brandebourg, deux hauts responsables du syndicat de la métallurgie - qui compte plus de 2 millions de membres - viennent de dénoncer les méthodes managériales en cours dans l'usine, bien éloignées de la cogestion en vigueur outre-Rhin.

« Il manque une culture de direction capable d'encourager un débat ouvert dans l'entreprise sur les préoccupations des employés », a critiqué auprès de l'agence DPA, la responsable régionale d'IG Metall Irene Schulz. Le patron du syndicat, Jörg Hofmann, s'est plaint de ne pouvoir nouer de contact direct avec Elon Musk. « Nous lui avons poliment écrit. Notre lettre est restée sans réponse », regrette ce dernier au groupe de médias Funke, en ajoutant : « Ce n'est pas parce que le propriétaire s'appelle Elon Musk que l'usine est différente des autres. Les conditions de travail, en particulier, ne devraient pas l'être. »

Heures supplémentaires débridées, surcharge de travail, manque de personnel, mauvaise climatisation des ateliers, insuffisance d'espaces dédiés à la détente : au-delà de griefs concrets, l'attitude globale du constructeur vis-à-vis du syndicat et des règles de la négociation collective est mise en cause. Lors de leur embauche, les quelque 9 000 nouveaux employés de Tesla ont dû signer une déclaration de confidentialité, interprétée par IG Metall comme une injonction à taire leurs récriminations. Le siège européen du groupe américain n'a pas répondu aux sollicitations du Figaro .

Gigavoice, le CE maison

Par ailleurs, l'entreprise ignore ce juge de paix salarial que constitue en Allemagne la convention collective. Or, dans la foulée des hausses de salaires obtenues ces derniers mois, le syndicat s'est targué d'avoir enregistré une hausse de ses adhésions,

un succès dont il ne peut se prévaloir à Grünheide. « Tesla a mis en place sa propre politique salariale, qui lui permet d'afficher des coûts du travail inférieurs à ses concurrents », évalue Ferdinand Dudenhoeffer, directeur du centre de recherche automobile de Duisbourg. En particulier chez Volkswagen, à Wolfsburg, où IG Metall constitue un État dans l'État.

Plutôt que de créer une société de droit allemand, l'obligeant à déléguer des travailleurs à parité au conseil de surveillance, Tesla a logé son activité au sein d'une coquille vide basée à Düsseldorf, épousant le statut de société européenne et l'affranchissant de telles obligations. Dans la foulée, elle a élu un comité d'entreprise maison, baptisé Gigavoice, qui, depuis, est parti en guerre contre IG Metall. Dans une lettre adressée au personnel fin janvier, le premier reproche au second de « jouer au bac à sable » en dénigrant son activité, en défendant « injustement » des salariés menacés de licenciement et en « encourageant des actions » durant le temps de travail.

À l'inverse, chez Ford à Sarrelouis (4 600 salariés), les contremaîtres ont le devoir d'ajuster l'organisation de leur chaîne si un ouvrier a pris rendez-vous chez IG Metall durant son service. « Les pratiques de Tesla se situent à des années-lumière des nôtres. Or, elles pourraient servir de cheval de Troie pour l'ensemble du secteur automobile allemand », redoute Cedric Moltini, vice-président d'IG Metall Sarrelouis, dont l'usine Ford fermera en 2025 au profit de Valence (Espagne).

À l'inverse, la classe politique se persuade que Tesla cédera, in fine, au rapport de force et au principe de réalité. « L'entreprise fait face dans le domaine de la cogestion, à une courbe d'apprentissage abrupte, et cette connaissance ne s'acquiert pas du jour au lendemain », plaide Mathias Papendieck, député SPD de la circonscription de Grünheide. « La cogestion représente un avantage pour les entreprises, car elle leur permet de mettre oeuvre les changements avec l'aide du comité d'entreprise », ajoute Christian Bäuml, président de la branche sociale de la CDU (CDA).

Aujourd'hui, dit-il, « le syndicat le plus puissant du monde » est confronté à l'équivalent d'une « secte » dirigée par Elon Musk. Mais, en 2024, Tesla devra élire un nouveau comité d'entreprise prenant en compte la voix des cols-bleus, plus récemment embauchés. Le début, espèrent les Allemands, d'un retour à la raison pour le fantasque milliardaire.

N° 22 L'Europe sur le fil de l'histoire

Nicolas Baverez, Le Figaro, 19.12.22

L'année 2022 restera comme l'année de toutes les ruptures. Rupture stratégique avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui a ouvert la grande confrontation entre les régimes autoritaires et les démocraties, tout en ramenant la guerre au coeur de l'Europe. Rupture économique, avec l'accumulation des chocs inflationniste, énergétique, alimentaire, financier qui enterrent le cycle de la mondialisation libérale. Rupture politique et morale, avec le trou d'air des empires autoritaires qui contraste avec le réveil des démocraties.

Les États-Unis font figure de grands gagnants, forts de leur autonomie énergétique et alimentaire, de leur domination dans les secteurs de la technologie et de l'armement, du rôle de valeur refuge du dollar, de la démonstration de leurs capacités militaires, du renforcement de leurs alliances en Europe et en Asie. L'Union européenne a connu un sursaut en se mobilisant pour aider l'Ukraine, en s'émancipant de sa dépendance au gaz russe, en se réarmant dans le cadre de l'Otan, en cherchant à protéger son industrie, notamment par l'instauration d'une taxe carbone aux frontières du grand marché. Pour autant, le regain de l'Union est très fragile et contraste avec le redressement des États-Unis. La zone euro plongera en effet dans la récession en 2023 en raison du prélèvement de 4 % du PIB provoqué par la hausse du pétrole et du gaz.

Or l'Europe se montre incapable de s'unir face à ces défis et les stratégies non coopératives prévalent. La réforme du marché de l'électricité reste dans les limbes, compte tenu de l'opposition de l'Allemagne. Les systèmes d'aides sont hétérogènes, la France et l'Europe du Sud privilégiant les ristournes ou le plafonnement des prix, l'Allemagne et l'Europe du Nord, les chèques aux entreprises et aux ménages. Surtout la mobilisation par Berlin de 8 % de son PIB, principalement orientées vers le soutien de l'offre, crée une distorsion de concurrence intenable au sein du grand marché. Enfin, la BCE est écartelée entre, d'une part, l'impératif de la lutte contre l'inflation, amplifié par la chute de l'euro, et, d'autre part, l'aggravation de la récession et la résurgence du risque systémique lié au surendettement des États du Sud - risque dont la panique financière qui a frappé le Royaume-Uni a montré qu'il était réel.

La crise énergétique, économique et sociale fait dès lors naître un péril politique et moral. Relance des populismes à l'intérieur des nations, illustrée par les élections législatives en Suède et en Italie. Exacerbation des tensions entre les États membres, conduisant à la paralysie de l'Union, matérialisé par la panne complète du moteur franco-allemand, par les désaccords sur la riposte au protectionnisme américain ou sur le réarmement du continent, par la divergence autour de la sortie de la guerre d'Ukraine entre l'Europe de l'Est et du Nord, qui exclut une paix russe, et l'Europe de l'Ouest et du Sud, qui veut donner la priorité à la suspension des hostilités et préserver les relations de long terme avec Moscou. Menace d'effondrement moral sous le feu croisé de la désinformation menée par la Russie, de la lassitude des opinions face aux conséquences économiques et sociales de la guerre d'Ukraine, du travail de sape de l'État de droit poursuivi par la Hongrie de Viktor Orbán, de l'impact ravageur du « Qatargate » qui déstabilise le Parlement européen.

L'Union se trouve donc devant un choix cardinal : se repenser en termes de souveraineté ou bien cesser d'être un acteur du XXI^e siècle pour redevenir, comme au cours de la guerre froide, l'objet de la rivalité entre les États-Unis et les empires autoritaires.

L'objectif consiste à assurer en toutes circonstances la défense de la population et du territoire européens, à garantir la continuité de la vie économique et sociale, à stabiliser les classes moyennes pour endiguer le populisme. Il se décline selon quatre axes : la reconfiguration du grand marché, qui ne peut plus obéir à une conception biaisée de la concurrence, confondue avec la recherche du prix le plus bas pour les consommateurs, mais a vocation à réintégrer la protection des entreprises européennes - particulièrement dans les secteurs de l'industrie, du numérique et de la transition écologique -, ainsi que la garantie des approvisionnements et la solidité des chaînes logistiques - notamment dans l'énergie, la santé et l'agriculture ; l'affirmation du droit européen et l'internationalisation de l'euro pour faire pièce à l'extraterritorialité des normes américaines et au monopole du dollar ; le réarmement à marche forcée et la constitution d'un pilier européen de défense au sein de l'Otan, y compris sous la forme d'une préférence européenne en matière d'équipements militaires ; et, enfin, l'unification du droit de l'immigration et de l'asile associé à un contrôle strict des frontières extérieures du continent.

N° 64 « Nous avons besoin de partenariats transatlantiques »

Ninon Renaud, Les Echos, 23.5.2023

Après la fusion de son activité de pompe à chaleur avec l'américain Carrier, le PDG de l'entreprise familiale Viessmann, Max Viessmann, défend l'opération.

Vous vendez à l'américain Carrier l'activité principale de votre groupe, qui représente 85 % de son chiffre d'affaires. Est-ce la fin d'un champion industriel allemand ?

Pas du tout : après la fusion de notre division « climat solution » avec Carrier, le groupe Viessmann générera encore environ 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et emploiera près de 4.000 personnes. Nous nous appuyons toujours sur de solides plateformes de croissance avec des solutions technologiques prometteuses, comme le chauffage urbain, les solutions pour l'agriculture d'intérieur ou encore pour les salles blanches nécessaires à la fabrication de puces électroniques ou de batteries. Nous nous concentrons sur les technologies permettant d'éviter, de réduire et de stocker le CO₂, ce qui nous offre un large éventail d'activités. Toutes nos activités répondent à un principe directeur : concevoir des espaces de vie pour les générations futures - en contribuant à la décarbonisation des bâtiments et au-delà. Le partenariat transatlantique s'inscrit dans cette logique.

Par ailleurs, le groupe Viessmann reste une entreprise familiale à 100 % et propriétaire de la marque. Notre objectif est de devenir, au cours des sept prochaines années encore plus grand que nous ne le sommes aujourd'hui.

La vente de « Climate solutions » voit cependant partir à l'étranger une activité clef pour la transition énergétique...

Le partenariat implique au contraire que Carrier investisse en Europe afin de renforcer ce site. Et Viessmann devient le plus grand actionnaire individuel du groupe Carrier, avec plus de 7 % du capital. Je serai également membre de son conseil d'administration. L'ambition est de devenir ensemble un champion mondial des solutions climatiques. Nous avons examiné auparavant toutes les options et sommes parvenus à la conclusion que le partenariat avec Carrier offrait la plus grande sécurité pour nos 10.700 collaborateurs dans ce secteur d'activité. L'accord exclut tout licenciement économique pendant trois ans et garantit le maintien des principaux sites pendant au moins cinq ans. Notre site de production français de Faulquemont en fait partie. Quant à notre siège d'Allendorf en Allemagne, il bénéficie d'une garantie de dix ans. Le fait qu'un groupe avec la force de frappe mondiale de Carrier

investisse par conviction dans une entreprise comme Viessmann « climat solutions » est la preuve qu'il croit au potentiel du marché européen.

Le marché des capitaux européen est-il trop limité pour conserver ses champions ?

Dans ce cas, ce n'est pas une question de manque de capital. Viessmann Climat Solutions était et reste en excellente position pour s'en procurer. En revanche, nous n'aurions pas pu résoudre d'une manière purement financière les questions posées par le changement réglementaire brusque qui modifie le paysage concurrentiel des pompes à chaleur et entraîne l'arrivée des fabricants mondiaux de climatiseurs. Ces concurrents mondiaux se sont beaucoup développés au cours des cinquante dernières années et produisent des climatiseurs en millions d'unités par an, alors que le marché européen est principalement constitué d'entreprises familiales qui produisent plutôt en dizaines de milliers d'unités. En toute objectivité, ces acteurs mondiaux sont 200 à 300 fois plus grands que nous. Leur structure de coûts est inaccessible pour nous par nos propres moyens, il faut être réaliste.

La crise énergétique a cependant accéléré ce mouvement en fragilisant l'industrie allemande très énergivore. Faut-il comme le veut le ministre de l'Economie Robert Habeck subventionner les prix de l'électricité ?

Il y a un désavantage concurrentiel entre les prix de l'électricité pour l'industrie en France et en Allemagne, dû en grande partie au nucléaire. En réduisant ses capacités de production d'électricité, l'Allemagne a réduit l'offre de base. Dans ces conditions, des mesures ciblées sont nécessaires pour garantir la compétitivité de notre industrie. L'intervention de l'Etat ne peut toutefois être que temporaire et doit garantir les mécanismes d'économie de marché à long terme. Dans le cas spécifique de Viessmann, nous avons investi très tôt dans les énergies renouvelables et notre autonomie énergétique nous a beaucoup aidés l'an dernier.

L'Europe en fait-elle assez pour la compétitivité européenne ?

L'Inflation Reduction Act américain a fait couler beaucoup d'encre en Europe mais nous avons aussi un plan industriel européen : le Green Deal. La réponse américaine est en revanche beaucoup plus pragmatique et crée des avantages concurrentiels à long terme pour l'économie américaine. Elle encourage surtout la recherche et le développement et les produits fabriqués aux Etats-Unis. En Europe, le marché est resté ouvert, sans restriction ou priorité le long de la chaîne de création de valeur. Cette différence d'approche va conduire aussi à des disparités. C'est pourquoi justement, nous avons besoin plus que jamais de partenariats transatlantiques.

N° 6 Audi mise tout sur l'électromobilité

Le Matin, 26.12.2022

À partir de 2026, la marque allemande aux anneaux ne lancera plus que des modèles entièrement électriques sur le marché mondial, abandonnant progressivement la production de ses modèles à combustion d'ici 2033.

Audi vient de présenter sa stratégie pour la production du futur. Misant désormais tout sur l'électromobilité, la marque aux anneaux ne lancera plus que des modèles entièrement électriques sur le marché mondial à partir de 2026, abandonnant progressivement la production de ses modèles à combustion d'ici 2033. Sur la base de cette décision prise dans le cadre de sa stratégie d'entreprise Vorsprung 2030, Audi entreprend désormais des mesures pour préparer ses installations mondiales à la production de voitures entièrement électriques.

Contrairement à bon nombre de ses concurrents, Audi s'appuie sur son réseau de production mondial existant pour développer sa stratégie de production future.

«Étape par étape, nous engageons tous nos sites vers l'avenir», avance Gerd Walker, membre du conseil d'administration d'Audi pour la production et la logistique. Et d'ajouter : «Nous ne voulons pas de projets pilotes sur des sites entièrement nouveaux. Nous préférons investir dans nos usines existantes pour qu'elles finissent par être tout aussi efficaces et flexibles que les sites de production nouvellement construits ou les usines de dernières générations».

Audi a élaboré sa stratégie globale en tenant compte de diverses perspectives. Walker et son équipe se sont concentrés sur les questions suivantes : «Qu'est-ce que la société attend de nous ? Quelles sont les exigences de nos clients ? Quelles sont les attentes des parties prenantes, et de quoi nos employés auront-ils besoin à l'avenir ?» En réponse, Audi a créé le projet 360factory ; une vision de l'avenir. Cette approche accorde une importance égale à la rentabilité, à la durabilité, à la flexibilité et à l'attractivité.

Une feuille de route ambitieuse pour Audi

D'ici la fin de la décennie, Audi fabriquera des modèles à propulsion électrique sur tous ses sites de production dans le monde. «Pour atteindre notre objectif, nous nous appuyons sur notre personnel hautement qualifié et nous rendrons tous nos employés opérationnels d'ici 2025 grâce à un budget de formation d'environ 500 millions d'euros», Explique Gerd Walker. Deux sites, Bollinger Hofe et Bruxelles, produisent déjà des véhicules entièrement électriques.

À partir de l'année prochaine, l'Audi Q6 e-tron sera le premier modèle entièrement électrique à sortir de la chaîne de production à Ingolstadt. Et la production de voitures entièrement

électriques commencera progressivement à Neckarsulm, San José Chiapa et Győr. En 2029, tous les sites de production produiront au moins un modèle de véhicule 100% électrique. En fonction des spécificités locales, la production des modèles à combustion restants sera progressivement abandonnée d'ici le début de la prochaine décennie.

De nouvelles usines ne seront construites que là où des capacités supplémentaires sont nécessaires. Par exemple, Audi et son partenaire FAW construisent actuellement un site à Changchun (Chine) où seront produits des modèles basés sur la plateforme PPE (Premium Platform Electric). La construction devant se terminer fin 2024, il s'agira de la première usine automobile en Chine où seuls des modèles Audi entièrement électriques sortiront des chaînes.

L'électro-mobilité au cœur de la transformation

L'électrification des usines ne représente qu'une partie de la vision d'Audi pour la production du futur. «Nous profiterons de la transition vers l'électro-mobilité pour faire des avancées importantes en matière de productivité et d'optimisation en apportant les modifications nécessaires», explique Gerd Walker. Une fois équipé pour la production du futur, le réseau de production d'Audi se veut rentable, durable et attractif, mais aussi flexible. Quatre objectifs centraux avec des chiffres clés ambitieux sont à atteindre. Pour que la production future soit rentable, Audi veut réduire de moitié les coûts annuels des usines d'ici 2033. Pour y parvenir, la marque aux anneaux prévoit de réduire la complexité de ses véhicules lorsqu'elle ne profite pas au client. À cette fin, le développement des véhicules tiendra compte d'un processus de production rationalisé dès la première étape. Le constructeur allemand continuera également à numériser la production, par exemple avec la solution «Edge Cloud 4 Production» utilisant des serveurs locaux. Cela permettra de remplacer les PC industriels coûteux, réduisant ainsi les efforts informatiques tels que les déploiements de logiciels et les changements de systèmes d'exploitation. À l'avenir, Audi utilisera également une autre nouvelle solution. Il s'agit de l'assemblage modulaire pour simplifier la production tout en offrant une plus grande variabilité des produits. La planification virtuelle de l'assemblage permet aussi d'économiser des ressources matérielles et rend possible une collaboration innovante et flexible entre les différents sites.

N° 66 En réponse à l'IRA américaine, les propositions franco-allemandes en faveur d'une politique industrielle européenne 'verte'

Bulletin Quotidien Europe, 20.12.2022

Bruxelles, 19/12/2022 (Agence Europe) – Dans la foulée du récent sommet européen (EUROPE B13085A2), le tandem franco-allemand a dévoilé, lundi 19 décembre, des propositions communes visant à soutenir l'essor d'une industrie européenne basée sur des technologies vertes, en réponse à la loi américaine Inflation Reduction Act (IRA). « Les marchés du futur seront verts et nous devons tous investir intensivement dans le développement et le déploiement des technologies nécessaires à la transition vers une société neutre d'un point de vue climatique », écrivent les ministres allemand, Robert Habeck, et français, Bruno Le Maire, dans un document conjoint.

Les propositions franco-allemandes prévoient d'élaborer de nouveaux financements européens, l'objectif étant d'aller plus loin et, surtout, plus vite avec les instruments existants.

Elles suggèrent d'abord de poursuivre les négociations avec les États-Unis de façon à ce que les entreprises européennes puissent aussi bénéficier des mesures de la loi IRA, qui apportera, à partir de janvier 2023, des aides publiques massives pour l'achat de certaines technologies vertes produites ou assemblées localement (EUROPE B13012A16).

D'après les deux ministres, l'UE devrait bénéficier, au même titre que les pays ayant un accord de libre-échange avec les États-Unis - comme le Canada ou le Mexique - de « mesures d'exception » sur certains produits. D'après plusieurs sources, les Américains avaient déjà envoyé des signaux montrant qu'ils souhaitaient explorer cette piste.

Concernant les produits dont les subventions versées au titre de l'IRA sont soumises à la condition d'une production ou un assemblage local, les États-Unis devraient utiliser les clauses d'exception pour permettre aux produits européens de bénéficier des aides américaines, suggèrent MM. Le Maire et Habeck. Ils demandent aussi une transparence accrue entre l'UE et les États-Unis sur les aides publiques visant les technologies pour la transition.

Par ailleurs, les deux ministres européens soulèvent l'idée d'un « partenariat vert » avec les États-Unis, qui pourrait servir à développer des standards communs ou, du moins, une reconnaissance mutuelle des standards respectifs. « Il est dans notre intérêt mutuel de trouver un terrain d'entente à ce sujet et éviter les perturbations en termes de compétitivité entre deux partenaires proches, dans un contexte de coopération pour faire face à la guerre de la Russie en Ukraine », insiste le tandem franco-allemand.

L'initiative sur le commerce durable récemment lancée au sein du Conseil UE/États-Unis pour le commerce et les technologies (TTC) est déjà construite avec une ambition similaire d'alignement des standards. Elle pourrait être élargie, a estimé une source proche du dossier.

Aides d'État. Par ailleurs, les deux ministres préconisent d'adapter le cadre européen en matière d'aides d'État afin qu'il soit davantage au service de la politique industrielle de l'Union. Ce cadre devra être rendu « plus agile », notamment en rendant les processus décisionnels « plus simples, plus rapides et plus prévisibles », soulignent-ils. En particulier, la mise en place d'un 'Projet important d'intérêt commun européen' (PIIEC) devrait prendre deux fois moins de temps et bénéficier de certaines exemptions, estiment-ils.

La loi IRA est « un coup de semonce pour accélérer » le déploiement des aides possibles dans l'UE vers des secteurs clés en vue de faire émerger des entreprises leaders au niveau international, a indiqué une source ministérielle nationale, rejetant toute idée de « guerre commerciale » avec les États-Unis. Selon une deuxième source, il ne s'agit pas d'introduire un 'Buy European Act', mais de mobiliser les instruments financiers « de façon plus intelligente ».

Berlin et Paris proposent aussi d'autoriser l'expérimentation de subventions et de crédits d'impôt ciblés au moyen de programmes-cadres rapides et prévisibles pour les secteurs industriels clés. Sont notamment citées les technologies liées au vent, à l'hydrogène, aux pompes à chaleur et au photovoltaïque.

Concernant les industries existantes, la priorité doit aller à la décarbonation. Les moyens financiers inutilisés devront contribuer à cet objectif. De même, le rôle que pourront jouer la BEI et les banques nationales de développement devra être analysé, estiment M. Habeck et Le Maire.

D'autres mesures à prendre sont également envisagées. Y figurent la préservation d'un prix abordable de l'électricité, l'inclusion progressive de critères qualitatifs dans les procédures de passation des marchés publics, l'accélération de l'octroi de permis pour l'ouverture de nouveaux sites de production, garantir la sécurité d'approvisionnement en matières premières critiques.

Ces mesures alimenteront la réflexion de la Commission européenne, qui a été invitée à faire des propositions concrètes d'ici fin janvier 2023, alors qu'un sommet européen extraordinaire a été convoqué les 9 et 10 février prochains pour faire avancer ce dossier rapidement.

D'ici là, les deux ministres se rendront aux États-Unis pour discuter avec leurs homologues américaines de possibles mesures communes.

N° 52 Macron et Scholz célèbrent l'amitié franco-allemande en dépit de leurs divergences

Pierre Avril, Le Figaro, 23.1.23

La France et l'Allemagne ont fêté à Paris le 60e anniversaire du traité de réconciliation entre les deux pays.

DIPLOMATIE Face à une guerre russo-ukrainienne, qui risque de « durer extrêmement longtemps », selon les propres mots d'Olaf Scholz, Paris et Berlin n'entendent pas se précipiter pour livrer des équipements lourds à Kiev. Cette ligne commune a été subtilement esquissée lors d'un Conseil des ministres franco-allemand à haute teneur symbolique tenu à l'Élysée dimanche. Ce rendez-vous avait été annulé à l'automne dernier en pleine brouille entre les deux capitales qui, en l'espace d'une journée, se sont efforcées vigoureusement de relancer le moteur bilatéral.

Emmanuel Macron, à la différence du chancelier, a fait néanmoins un premier pas en indiquant que la fourniture de chars Leclerc n'était « pas exclue » et s'effectuerait le cas échéant dans un cadre « collectif ». « Le travail se conduira dans les jours et les semaines qui viennent. La manière dont nous avons agi par le passé est toujours étroitement coordonnée avec nos amis et alliés et nous continuerons à agir en fonction de la situation concrète », a ajouté le chef de l'Élysée. Critiqué par nombre de ses alliés, en particulier orientaux, Olaf Scholz a laissé sa ministre des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, annoncer sur la chaîne LCI que Berlin ne s'opposerait pas à la Pologne si Varsovie décidait de réexporter vers l'Ukraine les chars allemands Léopard en sa possession. Pour sa part le chancelier est resté mutique. « Nous nous concertons », a simplement répété le chef du gouvernement allemand tout en rappelant que son pays avait déjà « fait beaucoup » pour l'Ukraine.

Hommage aux Lumières françaises

Selon une tendance assez bien ancrée dans le comportement du chancelier, ce dernier a préféré laisser son cher Emmanuel « parler à sa place ». La distribution de chars Leclerc à l'Ukraine, qui pourrait ouvrir la voie à celle des Leopard allemands, a expliqué le président français, devra respecter trois critères que Berlin ne renierait pas : ne pas contribuer à l'escalade, former les militaires ukrainiens, ne pas dépouiller l'armée française au profit de l'Ukraine. « Le soutien apporté à l'Ukraine doit être réel et efficace », a précisé Emmanuel Macron.

Les deux hommes n'ont pas été avares de mots pour décrire un couple franco-allemand attaché à la « refondation » de l'Europe, similaire à deux « âmes battant dans une même poitrine ». Seule annonce concrète d'envergure, le ralliement de l'Allemagne au projet de pipeline franco-portugais-espagnol transportant de l'hydrogène vert (H2Med). Tout en affirmant son attachement au projet de construction d'un char européen aujourd'hui encalminé, Olaf Scholz s'est montré très évasif sur la défense européenne, assumant son choix de développer, sans la France, un bouclier antimissile avec Israël et les États-Unis.

C'est le matin, dans l'amphithéâtre de la Sorbonne accueillant la cérémonie du 60^e anniversaire du traité de l'Élysée, que le chancelier a tenu un discours inspiré et empreint d'émotion, bien différent de sa parole politique quotidienne, qui lui vaut le sobriquet de « Scholzomat ». Le chancelier a salué « la grandeur du peuple (français) qui nous a tendu la main en signe de réconciliation après la Seconde Guerre mondiale » ainsi que « ceux qui se sont tendu les mains par-dessus les tombes ». « Merci de tout coeur », et « vive l'amitié fraternelle entre nos deux peuples », a-t-il prononcé en français, contrairement à Emmanuel Macron qui n'a pas utilisé un seul mot allemand.

Le chancelier mal aimé et traditionnellement austère a ainsi multiplié les gestes de sympathie envers Paris, rendant hommage aux Lumières françaises qui, trois siècles plus tôt, en Allemagne, s'étaient finalement heurtées à un barrage en France. « Le parlementarisme démocratique s'y est implanté trop tardivement », a regretté Olaf Scholz, quoique avec plus de vigueur in fine, comme en témoigne le poids actuel du Bundestag. Enfin, la présidente du Parlement allemand, Bärbel Bas, ainsi que le chancelier ont salué le discours européen « passionné » tenu en 2017 dans ce même amphithéâtre de la Sorbonne par Emmanuel Macron, et qu'Angela Merkel avait au contraire ignoré en son temps. Autant d'erreurs et d'oublis que Berlin s'est employé dimanche à réparer.



CONCOURS GRANDE ECOLE
ORAUX LVB ALLEMAND

Choix de textes de la session Juin 2023

N°1 Zürich soll ein umstrittenes Experiment eingehen

Der Gemeinderat spricht sich für Pilotversuche mit der 35-Stunden-Woche aus – gegen den Widerstand des Stadtrats

Fabian Baumgartner, Neue Zürcher Zeitung, 16.3.23

In der Schweiz wird zu viel gearbeitet und zu wenig verdient. Dieser Ansicht sind Gewerkschaften und linke Parteien. In der Stadt Zürich wollen diese Kreise nun vorwärtsmachen. AL und SP haben in zwei Vorstössen im Stadtparlament wissenschaftlich begleitete Pilotversuche für die Einführung einer 35-Stunden-Woche für städtische Angestellte gefordert, die im Schichtbetrieb arbeiten. Getestet werden soll zudem eine Viertageweche bei interessierten Unternehmen aus der Privatwirtschaft.

David Garcia Nuñez (AL) sagte am Mittwoch im Zürcher Gemeinderat, man könne nicht mehr weitermachen wie bisher. «Wir müssen entschleunigen, und die 35-Stunden-Woche ist eine der Möglichkeiten dazu.» Mit dem Pilotversuch biete sich die Chance, die Lebensqualität der Bevölkerung zu verbessern. SP-Gemeinderätin Anna Graff, welche die Vorstösse zusammen mit Garcia Nuñez einreichte, erklärte: «Menschen sollten arbeiten, um zu leben, und nicht leben, um zu arbeiten.» Es sei deshalb an der Zeit, die längst überholte 42-Stunden-Woche durch zukunftsfähigere Modelle zu ersetzen. Kürzere Arbeitszeiten würden mehr Zeit zum Leben geben und den Stress reduzieren.

In der Schweiz gibt es bereits Betriebe, die eine Viertageweche eingeführt haben – von Hotelketten, IT-Betrieben bis hin zu Baufirmen. Für Aufsehen sorgte im letzten Jahr auch das Spital in Wetzikon, das sich mit einer 38-Stunden-Woche gegen die Krise in der Pflege stemmt. Der CEO des Spitals sagte damals der NZZ: «Wir müssen dem entgegenwirken und verhindern, dass uns weiterhin so viele Pflegerinnen und Pfleger verlassen, weil sie entnervt und erschöpft sind.»

Die Befürworterinnen und Befürworter des Modells verweisen zudem auf positive Erfahrungen in anderen Ländern, insbesondere auf das Beispiel Island. Dort hat inzwischen ein Grossteil der Angestellten Anrecht auf eine Viertageweche bei vollem Lohn. Laut Studien ging die Produktivität im Land trotz den kürzeren Arbeitswochen nicht zurück. Kritiker verweisen hingegen auf das Beispiel Frankreich, wo die verkürzten Arbeitszeiten zu einer Verschlechterung der Bedingungen geführt hätten.

Ob die Verkürzung der Arbeitszeit die gewünschte Wirkung hat, war deshalb auch im Zürcher Gemeinderat umstritten. Die Bürgerlichen und die Mitteparteien kritisierten das Vorhaben teilweise scharf. Die Grünliberale Florine Angele sagte, die Idee sei zwar gut gemeint, sie sei aber utopisch. Die städtischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter profitierten heute schon von guten Arbeitsbedingungen. Es sei deshalb zielführender, bei Problemen punktuell Abhilfe zu schaffen.

Martina Zürcher (FDP) erklärte: «Wenn ein Unternehmen das für sinnvoll hält, darf es eine Viertagewoche einführen. Es kann diese auch wissenschaftlich begleiten lassen.» Dazu brauche es die Stadt aber nicht.

Und Christian Traber (Mitte) fragte: «Wer zahlt das?» Die Privatwirtschaft sei zudem durchaus selbst in der Lage, flexible Arbeitsbedingungen anzubieten.

Sehr kritisch sieht die Einführung einer 35-Stunden-Woche auch der Zürcher Stadtrat. Der grüne Finanzvorsteher Daniel Leupi sagte, eine Umsetzung des Vorhabens sei kaum möglich. Der Grund: der Fachkräftemangel. Denn durch das Pilotprojekt brauche es zusätzliches Personal, um die kürzeren Arbeitszeiten zu kompensieren. Doch diese Fachkräfte sind laut Leupi auf dem Arbeitsmarkt gar nicht vorhanden.

Bei einer flächendeckenden Einführung der Viertagewoche wäre das Problem aus Sicht des Stadtrats noch viel grösser. In diesem Szenario müssten bis zu 1500 neue Vollzeitstellen mit entsprechend ausgebildeten Fachleuten besetzt werden. Auch die Kosten eines solchen Projekts wären laut Leupi gegenwärtig kaum tragbar.

Leupi wehrte sich auch gegen die Aussage von David Garcia Nuñez, die Stadt nehme die Arbeitsbelastung der eigenen Angestellten nicht ernst. Der Stadtrat unternehme viel, um eine steigende Arbeitsbelastung abzufedern, etwa mit Stellenaufstockungen oder Lohnanpassungen. Die linke Mehrheit liess sich von den Einwänden jedoch nicht beirren und stimmte beiden Vorstössen zu.

N° 31 Der Individualverkehr kann nicht so bleiben, wie er ist

Norbert Rief, Die Presse, 24.3.23

Es gibt keine Alternative zum klimaneutralen Verkehr. Ob man ihn aber mit E-Autos oder E-Fuels erreicht, sollte nicht die Politik entscheiden.

Stellen wir zu Beginn etwas gleich klar: Es kann nicht so bleiben, wie es ist. Der Straßenverkehr in Europa muss klimaneutral werden. Spätestens 2035, noch besser ein paar Jahre früher. Der Klimawandel ist keine Erfindung von ein paar fanatischen Personen, die sich gern auf der Straße festkleben. Er ist real, er findet statt, wir erleben es jetzt wieder, wenn das Wasser knapp zu werden droht. Je weniger CO₂ wir emittieren, desto besser für uns, für unsere Kinder und unsere Enkelkinder.

Die Politik sollte daher Ziele vorgeben in diesem Fall das Ziel der klimaneutralen Mobilität. Sie sollte aber nicht den Weg zum Erreichen dieses Ziels festschreiben. Technologieoffenheit ist wichtig, setzt man nur auf die Elektromobilität, die nun wirklich nicht nur Vorteile hat, verhindert man Innovation.

Wasserstoff ist beispielsweise eine Alternative zum Verbrennungsmotor, auch synthetisch hergestellte Kraftstoffe sind bei allen Nachteilen eine Möglichkeit, die Bestandsflotte in Europa von aktuell etwa 250 Millionen Fahrzeugen zumindest teilweise CO₂-neutral betreiben zu können.

Der Autoindustrie können wir die Entscheidung, wie es mit dem Individualverkehr weitergehen soll, zweifellos nicht überlassen. Sie hat jahrzehntelang geschlafen und am Verbrennungsmotor festgehalten, weil es keine Notwendigkeit gegeben hat, sich eine Alternative zu überlegen. Über die Jahrzehnte wurde der Motor auch nicht viel effizienter, im Gegenteil: Der Durchschnittsverbrauch ging sogar nach oben, weil die Autos immer größer und schwerer und die Motoren immer stärker wurden. Hätte beispielsweise der VW-Konzern sein Geld und seine Ingenieursleistung in die Optimierung des Verbrennungsmotors gesteckt, statt in die Frage, wie man am besten und raffiniertesten bei der Abgasüberprüfung betrügen kann, wir würden heute vielleicht schon mit einem Liter Diesel 100 Kilometer weit fahren.

Dass das Elektroauto überhaupt als Alternative möglich ist, ist nur- und man kann das tatsächlich so deutlich festmachen - auf Elon Musk zurückzuführen. Hätte er nicht gezeigt, dass der elektrische Antrieb funktioniert, dass E-Autos attraktiv sein können und dass die Kunden diese Autos auch kaufen, es würde noch immer über die Frage gestritten werden, ob nun der Diesel- oder der Benzinmotor besser für die Umwelt ist.

Die Politik und am Ende auch die Industrie sind auf die Technologie aufgesprungen, auch wenn viele der Meinung sind, dass der Elektroantrieb nicht die beste Alternative ist. Doch gerade die deutsche Autoindustrie hat es versäumt, andere Lösungen aufzuzeigen, obwohl beispielsweise ein Hersteller schon vor mehr als 20 Jahren mit einem Wasserstoffantrieb experimentiert hat.

Versucht man die Untätigkeit und die mangelnden Innovationen nun mit synthetischen Treibstoffen, mit sogenannten E-Fuels, in die nächsten Jahrzehnte zu retten? Es scheint fast so. E-Fuels sind äußerst ineffizient, nur etwa 15 bis 20 Prozent der eingesetzten Energie kommen auch tatsächlich am Rad an. Beim Elektroantrieb sind es 80 bis 85 Prozent. Der Stromverbrauch eines durchschnittlichen E-Autos auf 100 Kilometern entspricht ungefähr dem Verbrauch von zwei Litern Diesel. Schon aus rein energietechnischer Sicht ist der Verbrennungsmotor also überholt.

Aber warum soll man nicht künstliche Treibstoffe in menschenleeren Gegenden herstellen, in denen sonst die Energie aus Wind und Sonne ungenutzt bleibt? Mit dem grünen Wasserstoff - und in der Folge daraus erzeugten E-Fuels - kann man Flugzeuge, Schiffe, Lkw, aber eben auch Rettungs-, Baufahrzeuge sowie Pkw betreiben. Und technisch ist der Nachweis der Verwendung von E-Fuels im Auto so einfach umzusetzen, wie aktuell der Nachweis, ob jemand Heizöl statt Diesel verwendet hat.

Die Autoindustrie täte gut daran, CO²-neutrale Fahrzeuge zu entwickeln, Elektroautos zu verbessern und Batteriekapazitäten zu erhöhen, wenn sie langfristig überleben will. Bisher mag nur Europa ein dezidiertes Verbot von fossilen Verbrennungsmotoren diskutieren, aber andere Regionen werden irgendwann folgen.

N°27 Der deutsche Staat schröpft seine Bürger

Rekord-Steuereinnahmen

Johannes Bockenheimer, Berlin, Neue Zürcher Zeitung 12.5.23

Otto von Bismarck war nicht nur ein charismatischer Volksheld, sondern auch ein Schlitzohr. Als das Kaiserreich 1889 eine Rentenversicherung einführte, setzte der Regierungschef das Renteneintrittsalter bei 70 fest. Der Haken: Die durchschnittliche Lebenserwartung lag bei gut 40 Jahren. Ein Grossteil der Rentenbeiträge landete daher nach langer Erwerbskarriere nicht bei den Greisen, sondern im Staatshaushalt.

Von der Bismarckschen Schlitzohrigkeit haben sich auch einige zeitgenössische Politiker inspirieren lassen. So warnen Sozialdemokraten und Grüne seit Monaten vor einem drohenden Finanzkollaps des Staates. Weil in den öffentlichen Kassen Ebbe herrsche, stehe das Sozialsystem vor dem Abgrund, der Ausbau der Infrastruktur vor dem Aus und der Kampf gegen den Klimawandel vor dem Scheitern. Ihre Forderung: Die Steuern müssen steigen, die Schuldenbremse erneut gelockert werden.

Bislang hält Bundesfinanzminister Christian Lindner dem Druck seiner Mitkoalitionäre stand. Aus gutem Grund: Der deutsche Staat hat so viel Geld in der Kasse wie nie zuvor. Im kommenden Jahr könnte der Staat insgesamt 962 Milliarden Euro Steuern einnehmen. So geht es aus der neuen Steuerschätzung des Finanzministeriums hervor, die am Donnerstag veröffentlicht wurde. 2025 werden die Steuereinnahmen dann erstmals über die Schwelle von einer Billion steigen. Der Grund, weshalb diese Riesensumme nicht reicht, ist einfach erklärt: Der Staat hat sich verzettelt. In der Bundesrepublik war es lange Zeit staatliches Selbstverständnis, dass sich die Verwaltung ins Leben ihrer Bürger immer nur dann einmischt, wenn es nötig ist.

Heute scheint es andersherum: Der Staat interveniert, wann immer es möglich ist. So wurde vom Bundesforschungsministerium die Entwicklung einer App gefördert, mit der sich Friseurkunden einen passenden Schnitt aussuchen können. Kosten für den Steuerzahler: 1,3 Millionen Euro. Gleichzeitig fließen weiterhin dreistellige Millionenbeträge als Entwicklungshilfe ins «Entwicklungsland» China – jedes Jahr.

Wo immer ein Problem auftaucht, wird versucht, es mal mit einer Million, mal mit einer Milliarde zu lösen. Ein hoffnungsloses Unterfangen: Denn während die Zahl der Probleme keine Grenzen kennt, immer neue hinzukommen, ist das Kapital endlich. In vielen Fällen ist nicht der Bürger grösster Profiteur, sondern der Staat. Bestes Beispiel ist die «Grundrente», ein staatlicher Zuschlag für Menschen mit geringen monatlichen Rentenzahlungen. Ein Budget von 1,3 Milliarden Euro ist dafür jedes Jahr im Haushalt eingeplant. Ein gutes Drittel dieser Summe landet allerdings nicht in den Portemonnaies bedürftiger Ruheständler, sondern in der Verwaltung. Grund dafür sind die hohen Verwaltungsausgaben.

Keine Frage, an diesem Gesetz hätte auch das Schlitzohr Bismarck Gefallen gefunden. Es ist deshalb an der Zeit, dass sich der Staat wieder auf seine ursprüngliche Rolle besinnt: als Dienstleister, der die Probleme des Bürgers nicht löst, sondern ihm dabei hilft, sie selbst zu lösen. Dieses Umdenken setzt voraus, dass der Staat nicht nur Verantwortung abgibt, sondern auch finanzielle Mittel. Statt also immer neue Rekorde bei den Staatseinnahmen zu feiern, muss der Staat abspecken, die Ausgaben drosseln und die Steuern senken. Dass Finanzminister Lindner seine Koalitionspartner dazu aber noch überreden kann, ist unwahrscheinlich.

Dabei würde es gerade die Wähler von Sozialdemokraten und Grünen entlasten. Denn für einen grossen Teil der arbeitenden Bevölkerung lohnen sich Leistung und Mehrarbeit kaum mehr. Wer hierzulande der Mittelschicht angehört, muss von jedem zusätzlich verdienten Euro durchschnittlich die Hälfte an den Staat als Steuern und Sozialabgaben zahlen. In einigen Einkommensbereichen liegt diese Grenzbelastung mit fast 80 Prozent sogar noch weit darüber. Die Folge: Selbst elementare Wünsche wie den vom Leben im Eigenheim zu verwirklichen, sind für die Mittelschicht mittlerweile unbezahlbar.

Wenn der Staat schlemmt, darben die Bürger: Das wusste auch schon Reichskanzler Bismarck. «Die Bürokratie ist es, an der wir alle kranken», hat er einmal in einer ehrlichen Minute eingestanden.

N° 69 Deutsch-Französischer Ministerrat

„Gut geölte Kompromissmaschine“

Rudolf Balmer, TAZ, 23.1.2023

Macron und Scholz wollen beim Ministerrat Einigkeit präsentieren, doch die Ergebnisse sind wenig konkret. Fragen zur Panzerlieferung bleiben offen. Die Feier des 60. Jahrestags der Unterzeichnung des Élysée-Vertrags gab den Anlass, sich Gedanken über eine Partnerschaft zu machen, die in Europa zu Recht oder zu Unrecht als Modell bezeichnet wurde. In etlichen Medienbeiträgen sind sich die befragten Historiker*innen und Politolog*innen einig: Diese am 22. Januar 1963 von Konrad Adenauer und Charles de Gaulle besiegelte Versöhnung und anschließende Zusammenarbeit war und ist ebenso notwendig wie unersetzbar.

Dies zu wiederholen, war umso nützlicher, da sich – vor allem seit dem Amtsantritt von Bundeskanzler Olaf Scholz – die Probleme der gegenseitigen Verständigung und Abstimmung so sehr häuften, dass der für Ende Oktober geplante gemeinsame Ministerrat in Fontainebleau abgesagt werden musste. Er wurde auf den historischen 22. Januar verschoben.

Von den Verstimmungen sollte bei der Jubiläumsfeier nichts mehr zu sehen sein. Vor der Pariser Sorbonne-Universität, wo der Festakt zum historischen Anlass im Beisein von zahlreichen Ministern und Abgeordneten beider Länder stattfand, empfing Staatspräsident Emmanuel Macron seinen Ehrengast mit einer herzlichen Umarmung. In seiner Rede verglich er überschwänglich die beiden durch den Élysée-Vertrag verbündeten Länder als „zwei Seelen in einer Brust“ und schwärmte: „Für einen Franzosen über Deutschland zu sprechen, heißt, über einen Teil von sich selber zu sprechen.“

Viel nüchterner war das Bild des deutschen Kanzlers, für ihn ist der „deutsch-französische Motor eine Kompromissmaschine – gut geölt, aber zuweilen eben auch laut und gezeichnet von harter Arbeit“. Und als Antwort auf die zu erwartende Jubiläumsrhetorik der Gastgeber meinte er: „Seinen Antrieb bezieht er nicht aus süßem Schmus und leerer Symbolik, sondern aus unserem festen Willen, Kontroversen und Interessenunterschiede immer wieder in gleichgerichtetes Handeln umzuwandeln.“

Vision einer verstärkten europäischen Souveränität

Kontroversen gab es gerade kürzlich genug, und über einen Mangel an Symbolik konnte sich Scholz in Paris ebenfalls nicht beklagen. Nicht zufällig hatte Macron die Sorbonne als Ort der Feier gewählt. Denn hier hatte er am 26. September 2017 seine Grundsatzrede zu seiner ambitionierten Vision einer verstärkten europäischen Souveränität gehalten. Viel Echo oder gar Unterstützung hatte er aus Berlin nie bekommen.

Scholz kam nicht darum herum, dem französischen Präsidenten für diesen Versuch, „Europas Souveränität zu stärken“, wenigstens nachträglich seinen Dank auszusprechen. Wie Macron schon vor fünf Jahren verlangt hatte, müssten „im Wettbewerb um moderne Technologien, bei der Sicherung von Rohstoffen, bei der Energieversorgung oder in der Raumfahrt“ die Kräfte in Europa dort vereint werden, wo die Nationalstaaten allein überfordert wären.

Macron möchte da viel weitergehen: Erforderlich sei eine deutsch-französische Pionierarbeit, damit die EU nicht nur mit der Strategie „Made in Europe 2030“ eine Spitzenposition in der innovativen Industrie einnimmt, sondern auch politisch als Macht ernst genommen werden muss. Die Ergebnisse des gemeinsamen Ministerrats, die Ende des Nachmittags vorgestellt wurden, tönen im Vergleich zu vage und etwas hohl. Die geplanten Maßnahmen gegen den amerikanischen Protektionismus des Inflation Reduction Act dagegen bleiben eine allgemeine Absichtserklärung. Immerhin soll Deutschland sich zur Zusammenarbeit im Bereich der Wasserstoffproduktion der iberisch-französischen Gruppe H2Med anschließen. Auch bei den Gasimporten soll die Kooperation verbessert werden.

Und auch in der Diskussion über militärische Rüstung möchte man sich mit einer Aufgabenteilung näherkommen: Frankreich entwickelt den neuen Kampfjet, während Deutschland den gemeinsamen Panzer konstruiert. Weiterhin offen bleibt auch die Frage der Lieferung von schweren Panzern, vom Typ Leopard 2 aus Deutschland und Leclerc aus Frankreich, an die Ukraine. Scholz berief sich auf weitere Diskussionen mit den Alliierten, und Macron meinte unverbindlich: „Nichts ist ausgeschlossen.“ Er fügte aber an, es gelte eine „Eskalation zu vermeiden“. Außenministerin Annalena Baerbock meinte nach einem Treffen des gemeinsamen Verteidigungs- und Sicherheitsrats, Deutschland werde sich nicht widersetzen, wenn Polen seine Leopard-Panzer in die Ukraine schicke.

N° 75 KI-MORATORIUM

Musks sinnloser Vorschlag

Thomas Jahn, Handelsblatt, 31.3.23

Vorstoß des Tesla-Chefs für eine Forschungspause bei KI kommt höchst überraschend.

Die Fortschritte in Künstlicher Intelligenz (KI) sind atemberaubend – und sie werden Geschichte schreiben. Das neueste Beispiel ist ein Forschungspapier von 14 Microsoft-Wissenschaftlern, in dem sie über das neue Modell GPT-4 und erste Anzeichen einer Superintelligenz berichten. Das war wohl der Anlass für Elon Musk und andere KI-Experten, eine Petition zu veröffentlichen – in der sie ein Forschungsmoratorium von sechs Monaten fordern. Ansonsten würden wir einen „Zivilisationsverlust riskieren“.

Auch Musk dürfte klar sein, wie sinnlos der Vorschlag ist. Er zeigt aber vor allem eines: Einer der mit KI am besten vertrauten Menschen ist ratlos.

Die Forderung setzt zwei Dinge voraus: Es müssten erstens alle relevanten Unternehmen und Forschungsinstitute mitmachen, und zweitens müsste in der Pause eine wirksame Regulierung umgesetzt werden. Bei beiden Punkten sind Zweifel angebracht.

Angesichts der geopolitischen Spannungen ist es extrem unwahrscheinlich, dass China sich daran beteiligen würde. Für die Volksrepublik ist es erklärtes Ziel, in dieser Schlüsseltechnologie die Nummer eins zu sein. Schon jetzt ist das Land nach der Anzahl der Forschungspapiere die klare Nummer zwei hinter den USA – und in einigen Bereichen wie „Computer Vision“ ist es sogar führend.

Ein nur teilweise eingehaltenes Moratorium birgt die Gefahr, dass wir eine chinesische statt einer westlichen „Artificial General Intelligence“ (AGI) erhalten. Der Gedanke an eine Superintelligenz ist unheimlich, aber noch unangenehmer wäre eine von einem totalitären Regime geprägte AGI.

Das ist kein Stoff für Science-Fiction. Experten sprechen von der Gefahr einer „Intelligenzexplosion“: Sobald eine KI ähnlich wie der Mensch denken und handeln könne, werde sie eine neue, verbesserte Version von sich selbst bauen. Die werde wiederum eine neue Version bauen und so weiter. Ein unaufhaltsamer Prozess.

Aber nehmen wir an, China und der Rest der Welt besinnen sich eines Besseren und halten die Forschung für ein halbes Jahr an. Können wir in der Zeit KI regulieren? Die EU arbeitet seit 2021 an einer Regulierung, bislang ohne Ergebnis. Das dauert nicht so lange, weil die EU langsam oder bürokratisch arbeiten würde. Es dauert so lange, weil es ein hochkomplexes, manche sagen unmögliches Unterfangen ist. Beispielsweise kann man die Dateneingabe regulieren, damit nicht bestimmte Vorurteile oder Befangenheiten in das Modell eintrainiert werden. Das ist eine sinnvolle Sache, aber angesichts der großen Mengen kaum umsetzbar.

Eine Regulierung scheint eine Illusion zu sein, wie Musk und die Autoren des „Future of Life Institute“ selbst schreiben: Die „mächtigen digitalen Gehirne kann niemand – nicht einmal ihre Schöpfer – verstehen, vorhersagen oder verlässlich kontrollieren“. Nicht Vorschriften, sondern nur Technologie kann uns helfen. Bestimmte Techniken wie „Reinforcement Learning from Human Feedback“ (RLHF) helfen und verbessern nicht nur die Antworten dramatisch, sondern verhindern auch Manipulation und Verzerrungen.

Wenig hilfreich ist auch, dass der Vorschlag so eng mit Musk verbunden ist. Auch wenn er offiziell vom Future of Life Institute kommt: Jeder in der Tech-Szene weiß, dass das Institut von Musk und seinen Freunden gegründet wurde und finanziell abhängig ist. Und Musk vertritt eigene Interessen. So nutzt Tesla mehr als jeder andere Autohersteller KI für seine autonomen Fahrsysteme. Der Supercomputer von Tesla ist nach den Projekten von Meta und der EU mit Leonardo nach der Anzahl der Grafikprozessoren – auf denen KI trainiert wird – der drittgrößte der Welt.

Nun warnt Musk seit vielen Jahren vor den Gefahren einer KI. Das muss man ihm zugutehalten. Will er also eigene Interessen fördern, oder meint er wirklich, was er da äußert? Das ist schwer zu sagen, was die Sache nicht besser macht.

N° 51 KfW warnt vor „Ära schrumpfenden Wohlstands“

Johannes Pennekamp, FAZ.NET, 22.01.2023 (gekürzt)

Fachkräfte dringend gesucht: Im Ausland erworbene Abschlüsse müssen schneller anerkannt werden, fordert die KfW.

Deutschland drohen eine wirtschaftliche Zeitenwende und zunehmende Verteilungskonflikte, warnt die Staatsbank KfW in einer neuen Untersuchung. Wie kann das verhindert werden?

Die staatliche Förderbank KfW ist nicht bekannt für schrille oder alarmistische Warnungen. Wenn die Forschungsabteilung der Bank von einer „Zeitenwende“, „andauernden Wohlstandsverlusten“ und „Verteilungskonflikten“ spricht, sollte man deshalb genau hinhören. Nachzulesen sind diese Warnungen in einer noch unveröffentlichten Studie der KfW, die der F.A.Z. vorliegt. Die zentrale Botschaft: Deutschland braucht dringend Millionen zusätzlicher Arbeitskräfte und muss produktiver arbeiten, wenn das Land nicht dauerhaft ärmer werden soll. Die Analyse beginnt mit einer Bestandsaufnahme. Über 70 Jahre hinweg sei der Wohlstand in Deutschland fast durchgehend gewachsen. Dafür habe es ausgereicht, dass die deutsche Wirtschaft im internationalen Wettbewerb mithält und vorübergehende Schocks verdaut. „Diese Zeiten sind vorbei. Das Fundament für weiteres Wohlstandswachstum bröckelt“, heißt es in der Analyse.

Ein Weiter-so sei nicht mehr möglich, da schon jetzt jedes zweite Unternehmen gebremst werde, weil ihm Fachkräfte fehlen. Dieser Mangel werde auch nicht dadurch kompensiert, dass die Produktivität in den Betrieben etwas zulegt – zum Beispiel weil bessere Maschinen und neue Technik eingesetzt werden. Die Arbeitsproduktivität je Erwerbstätigem habe sich in den vergangenen zehn Jahren lediglich um 0,3 Prozent je Jahr gesteigert. „Bleibt das Produktivitätswachstum derart schwach und verstärkt sich gleichzeitig der Rückgang des inländischen Fachkräfteangebots, bedeutet dies eine Zeitenwende“, warnen die Autoren.

„Eine einzigartige Herausforderung“

Deutschland träte dann noch in diesem Jahrzehnt in eine Ära anhaltend stagnierenden, womöglich schleichend schrumpfenden Wohlstands ein. Zunehmende Verteilungskonflikte und eine verstärkte Nutzungskonkurrenz um knappe Ressourcen seien zu erwarten. [...]

Die Fachleute der Förderbank sehen drei Rezepte, um die Misere abzuwenden: erstens mehr Menschen in Deutschland in Arbeit bringen, zweitens mehr Zuwanderer ins Land locken und drittens die Arbeitsproduktivität steigern.

Keines dieser Rezepte ist alleine in der Lage, das Fachkräfteproblem zu lösen, analysiert die KfW. Die Veränderungen in den einzelnen Bereichen müssten nämlich so weitreichend sein und so schnell stattfinden, dass die Ökonomen das nicht für möglich halten. So müsste den Szenarien der Bank zufolge die Erwerbsbeteiligung in Deutschland von Menschen im Alter

von 15 bis 64 Jahren von heute knapp 80 Prozent bis 2035 auf knapp 90 Prozent steigen, um die Lücke zu schließen. Die Nettozuwanderung müsste von 330.000 im Jahr 2021 auf 1,8 Millionen Zuwanderer im erwerbsfähigen Alter je Jahr steigen, wenn allein dieser Hebel genutzt werde. „Eine Nettozuwanderung in dieser Größenordnung erscheint unrealistisch“, heißt es in der Studie. [,,]

Mehr Deutschkurse für Zuwanderer

Konkret macht sich die KfW für eine ganze Reihe von Maßnahmen stark. Um die Erwerbsquote in Deutschland zu steigern, müssten vor allem die kulturellen und finanziellen Hürden für Frauen abgebaut werden, die sie bislang daran hindern, mehr Stunden berufstätig zu sein. „Eine Reform des Ehegattensplittings, die eine Arbeitsaufnahme für beide Ehepartner finanziell attraktiv macht, würde die Fehlanreize verringern“, sagt Chefvolkswirtin Köhler-Geib. Die KfW fordert zudem, die „kostenlose und kostengünstige professionelle Kinderbetreuung und Pflege“ auszuweiten. Eine verpflichtende frühkindliche Bildung könne die späteren beruflichen Chancen erheblich verbessern. [...]

Um mehr Zuwanderer in den deutschen Arbeitsmarkt zu integrieren ist es nach Ansicht der KfW unter anderem nötig, ihnen schneller Deutschkurse anzubieten, damit sie im Beruf rascher Fuß fassen können. Auch müsse die Anerkennung im Ausland erworbener Abschlüsse erleichtert werden. Nach Recherchen der F.A.Z. sind in den deutschen Ausländerbehörden Zehntausende Anträge von potenziellen Arbeitskräften noch unbearbeitet. Die Bundesregierung will solche Missstände beseitigen und die Zuwanderung grundsätzlich durch eine Novelle des Fachkräfteeinwanderungsgesetzes stärken. Die KfW hält das für den richtigen Weg, das Gesetz alleine reiche aber noch lange nicht aus.

Auch die Steigerung der Arbeitsproduktivität dürfe nicht aus dem Blick geraten, wenn der Wohlstand gesichert werden soll: Weniger Bürokratie, eine bessere „unternehmensnahe Infrastruktur“ und eine stärkere Innovationsförderung seien die Schlüssel dafür. Die KfW schlussfolgert aus alledem: „Wohlstandssicherung und weiteres Wohlstandswachstum bedürfen somit eines umfassenden Mix an Maßnahmen.“

N° 117 Tierwohl

Ein Führerschein für Tierhalter

Münchener Merkur, 23.1.2023

Vogelspinnen gibt es in Wohnzimmern, Äffchen auch und sogar Warane. Bis auf wenige Ausnahmen dürfen alle Tiere auch privat gehalten werden. Das soll sich ändern. Aber es gibt auch scharfe Kritik an einer Positivliste mit erlaubten Tieren.

Berlin/Stuttgart – Mit seiner Forderung nach einem Verbot für die private Haltung von exotischen Tieren wie Schlangen stößt Bundeslandwirtschaftsminister Cem Özdemir bei einigen Forschern und Tierhaltern auf völliges Unverständnis. „Das ist reiner Populismus, ich bin wirklich entsetzt“, wirft ihm zum Beispiel der Amphibienfachmann Axel Kwet aus Fellbach vor. Özdemir wolle Arten verbieten, die es zu schützen gelte. „Mit seiner geforderten Positivliste will er zwar den Tier- und Artenschutz, aber er erreicht das Gegenteil“, sagte der Geschäftsführer der Deutschen Gesellschaft für Herpetologie und Terrarienkunde (DGHT).

Der Grünen-Politiker dringt seit Längerem darauf, bestimmte Tierarten in privatem Besitz verbieten zu lassen. Er schließt sich damit auch der breiten Bewegung in der EU an, die eine „Positivliste“ vorschlägt. Jedes Tier, das nicht auf dieser Liste steht, dürfte in der EU dann nicht mehr privat gehalten werden. Länder wie Frankreich, Belgien und die Niederlande haben eine solche Regel, andere arbeiten daran.

Es sei „offensichtlich, dass die Haltung von Wildtieren zu Hause ein Gesundheitsrisiko darstellt für die Tiere selber, aber auch für die Menschen“, hatte Özdemir bereits im vergangenen Mai gesagt. Nun legte er in einem Interview mit der „Südwest Presse“ nach: „Manche Menschen legen sich Tiere zu, die aus meiner Sicht in privaten Haushalten nichts zu suchen haben“, sagte er. „Warum braucht jemand etwa anspruchsvoll zu haltende, exotische Tiere wie Schlangen oder ein Chamäleon zu Hause? Das habe ich nie verstanden.“ Die abgegebenen und schwer zu haltenden Tiere stellen vor allem Tierheime vor große Probleme.

Das mag Amphibienexperte Kwet nicht nachvollziehen: „Die weitaus meisten Schlangen sind definitiv nicht schwer zu halten, es gibt schließlich Hunderttausende in deutschen Terrarien“, sagte er. „Aber die Terraristik interessiert die Menschen halt weniger.“ Viele fänden das womöglich ekelig, der Minister komme mit seinem Vorschlag daher gut an. „Dabei sind das faszinierende Tiere, die unseren Schutz verdient haben und die wir halten, züchten und erforschen müssen, um ihre Art zu erhalten“, wirbt Kwet. Statt eines breiten Verbots fordert er eine Art abgestuften Führerschein für Halter bestimmter Tierarten.

Stuttgarts Zoo-Direktor Thomas Kölpin geht noch einen Schritt weiter: „Positivlisten sind kein gutes Tool, weil wir auch diejenigen einschränken, die mit Tieren gut umgehen können“, sagt er. Hilfreich sei daher ein verpflichtender Sachkundenachweis beim Erwerb. „Das gilt dann nicht nur für exotische Tiere, sondern auch für Hunde und Katzen“, sagt Kölpin. „Denn Vogelspinnen und Kornnattern sind leichter zu halten als viele Hunde und Katzen.“ Nicht alles, was exotisch sei, sei auch gefährlich. Ein solcher „Führerschein für alle“ verhindere Spontankäufe oder Mode-Haltungen.

Auch Tierheime sind nicht unbedingt für den Vorschlag Özdemirs: „Grundsätzlich haben wir kein Problem mit der Haltung von exotischen Tieren zum Beispiel in privaten Terrarien“, sagt Lucas Schmitt vom Karlsruher Tierheim. Wichtig seien bessere Kontrollen. Von Positivlisten hält er wenig: „Eigentlich will man es ja nur denen verbieten, die es falsch machen.“

Tierschutzverbände beklagen hingegen, die private Haltung werde den besonderen Ansprüchen der Exoten häufig nicht gerecht, viele Tiere litten und verendeten früh. Außerdem seien die gesetzlichen Vorgaben lückenhaft. Sie würden die Heimtierhaltung wie Özdemir gerne auf bestimmte Arten beschränken. „Gefährliche Giftschlangen gehören einfach nicht zu uns“, sagte Stefan Hitzler, der Vorsitzende des baden-württembergischen Landestierschutzverbandes.

N° 91 Mehr Nichtstun wagen;

Wie schwer es ist, sich einfach mal zu langweilen

DIE WELT 16.1.2023

Langeweile hat ein schlechtes Image. Wer nichts tut, gilt als faul oder ziellos. Schließlich sollen wir doch immer weiter wachsen. Dabei täte etwas mehr Stillstand ohne Pläne und Projekte ganz gut. Nicht nur, weil man dann eine Erkenntnis gewinnen kann.

Die Langeweile sei "die Wurzel allen Übels", das schrieb einst der Philosoph Søren Kierkegaard. Er bezog sich dabei auf die Schöpfungsgeschichte, laut der die Menschheit aus der Langeweile der Götter heraus entstanden ist. Und seitdem ging es aus Kierkegaards Sicht nur noch bergab.

Bis heute hat die Langeweile keinen besonders guten Ruf. Sie scheint wie ein Anachronismus nicht so recht in unsere Zeit zu passen, in dem die Maxime "höher, schneller, weiter" allgegenwärtig ist. Nichts zu tun, ist scheinbar für viele nur in einem extra ausgeschriebenen Sabbatical erlaubt, das aber natürlich auch mit sinnstiftenden Dingen gefüllt werden muss. Yoga-Retreat auf Bali, Aktionismus, ein Buch schreiben - man kann sich doch nicht freinehmen, um wirklich einmal nichts zu tun? Sicherlich ist unter der Sonne Balis auch mal Zeit für Dösen in der Hängematte, aber ist das Langeweile?

Jedenfalls nicht, wenn man der Definition des Dudens folgt. Dort heißt es, Langeweile sei ein "als unangenehm, lästig empfundenen Gefühl des Nicht-ausgefüllt-Seins, der Eintönigkeit, Ödheit, das aus Mangel an Abwechslung, Anregung, Unterhaltung, an interessanter, reizvoller Beschäftigung entsteht."

Dem Menschen fehlt etwas, wenn er sich langweilt. Er erträgt es schwer, keinen neuen Input zu bekommen, denn das Gehirn ist auf dauernde Reize eingestellt. Auch, weil es heute so konditioniert darauf ist, zu konsumieren, zu kreieren und das alles dann auch noch in den sozialen Medien zu zeigen.

Natürlich gibt es Ausnahmen und selbst dem schlimmsten Workaholic gelingt ein Urlaub im Jahr. Aber oft ist auch die Freizeit durchgeplant. Nicht umsonst gibt es den Begriff "Freizeitstress", ein trauriges Paradoxon. Daher müssen viele Menschen inzwischen teure Digital-Detox-Kurse buchen, sich bewusst den digitalen Medien entziehen, um überhaupt mal zur Ruhe zu kommen.

Langeweile wird mit Faulheit und Stillstand assoziiert. Dieser wird wiederum in der modernen Leistungsgesellschaft oft mit Rückschritt gleichgesetzt. Gerade zum Jahreswechsel zieht man gerne Bilanz, postet erreichte Ziele und die großen, aufregenden Vorhaben für das neue Jahr.

Während Rückblick und Selbstreflexion sinnvoll sind und Jahresziele und Vorsätze motivierend sein können, bleibt aber die Frage: Darf es nicht einfach ganz langweilig so weitergehen wie bisher? Muss jeder große Pläne haben und Lebensveränderungen anstreben? Wo bleibt Raum für schnödes Nichtstun? Nichts angehen, nichts vorhaben. In einer Welt, in der es oft nur um das nächste große Projekt, die spannende Reise oder das neue "Level" der Entwicklung geht, scheint dafür wenig Platz zu sein.

Langeweile muss man aber nicht nur wollen, sondern sich auch im wahrsten Sinne des Wortes leisten können. Im Existenzkampf wird aus dem vermeintlich süßen Nichtstun unrealistischer Luxus und die Idealisierung der Langeweile zum elitären Gedanken.

Aber ausgehend von einem gesunden Menschen in einer wirtschaftlich und politisch sicheren Lebenssituation sollte die Entdeckung der angenehmen Langeweile für dieses Jahr ganz oben und auf der To-do-Liste stehen. Kein #bigproject, kein #change. Erst dann spürt man die angenehmen Konsequenzen: Es gibt keinen Erfolgsdruck, keinen Zwang zur Entwicklung oder Selbstoptimierung. Den macht man sich meist selbst.

Stattdessen rückt etwas anderes an die Stelle der Vorsätze und Jahresziele, nämlich der Status quo. Es darf auch mal alles so bleiben, wie es ist. Dieses Vorhaben wirkt angesichts der inflationär verbreiteten Botschaften von Wachstum und Entwicklung schon fast subversiv. Und zeigt so, wie tief verwurzelt das schlechte Image von Stillstand ist.

Doch genau dann, wenn wir lernen, Langeweile zu genießen, wandelt sie sich. Dann wird Langeweile zum Müßiggang. Und damit wäre dann auch Søren Kierkegaard einverstanden, der schrieb nämlich weiter: "An sich ist Müßiggang durchaus nicht eine Wurzel allen Übels, sondern im Gegenteil ein geradezu göttliches Leben, solange man sich nicht langweilt."

N° 93 Die neue Vernetzung der Energieströme

Bernd Zieseimer, Capital online, 23.1.2023

Der russische Krieg in der Ukraine führt zu einem neuen Schub der Globalisierung in der Erdgas- und Ölwirtschaft. Weltweit werden nun Pipelineprojekte vorangetrieben

Schon jetzt überziehen Erdgas- und Erdölpipelines mit einer Gesamtlänge von mehreren Millionen Kilometern die ganze Welt. Wer aber genauer hinschaut, der entdeckt zahlreiche Lücken in dem riesigen Netz. So leistet sich Deutschland bis heute zwei voneinander getrennte Pipelinesysteme – eines auf dem Gebiet der ehemaligen Bundesrepublik und eines auf dem Gebiet der ehemaligen DDR. Nur deshalb war es in den letzten Monaten so schwer, nach der Trennung vom Erdgas aus Russland eine neue Versorgungslinie für die Raffinerie im ostdeutschen Schwedt zu sichern.

In Europa und auf der ganzen Welt gab es bisher viele solche Lücken – kleine und ganz große. So gibt es bisher keine einzige Verbindung zwischen den Pipelinenetzen in West- und Ostsibirien. Deshalb fällt es Wladimir Putin jetzt so schwer, sein Erdgas nach Asien umzuleiten. Zwischen China und Russland funktioniert nur eine einzige Verbindung mit vergleichsweise geringer Kapazität.

Der Krieg in der Ukraine und die Sanktionen gegen Russland, auf den ersten Blick ein gewaltiger Schlag gegen die Globalisierung, lösen jetzt einen neuen Schub für die Vernetzung der globalen Energieströme aus. Viele kleine und einige große Lücken schließen sich.

Schon vor dem Krieg waren weltweit 900 Pipeline-Projekte mit der Gesamtlänge von 300.000 Kilometern in der Planung. Diese Zahl stammt von der Herrenknecht AG, die mit ihrer Bohr- und Vortriebstechnik zu den führenden Spezialisten für den Bau dieser Erdöl- und Erdgasnetze gehört. Experten gehen davon aus, dass viele neue Projekte kurzfristig hinzukommen.

Viele Vorhaben, die jahrzehntelang nicht recht vorankamen, gewinnen aus der Not geboren plötzlich wieder an Fahrt. Einen der größten Erfolge kann man in Bulgarien besichtigen, wo eine 182 Kilometer lange Pipeline nach Griechenland im letzten Jahr in Betrieb ging. Zuvor hatte Russland den Bulgaren brutal den Gashahn abgedreht. Nun kommt der wichtige Energierohstoff aus Aserbeidschan.

Ein anderes Beispiel: Viele Jahre hatte sich Frankreich gegen eine Pipeline aus Spanien gesperrt, die quer durch das Land bis nach Deutschland reichen soll. In der vergangenen Woche gaben die Franzosen in einem neuen Vertrag mit Spanien nun grünes Licht für das Projekt.

Die größten und weitaus teuersten neuen Netze entstehen zwischen Russland und China. Allein die Lücke zwischen dem ost- und dem westsibirischen Pipelinesystem beträgt weit über 1000 Kilometer. Und der Bau einer neuen zweiten Erdgasröhre nach China („Power of Siberia 2“), die über 2000 Kilometer überwinden muss, kostet einen zweistelligen Milliarden-Betrag.

Wer die Investitionen finanziert – ob allein die Russen oder auch die Chinesen – bleibt bisher ungeklärt.

Natürlich geht es weltweit nicht nur um einen Schub für Pipelines. Die Welt braucht auch zusätzliche Tankerflotten, vor allem für Flüssiggas (LNG). Nicht nur in Deutschland entstehen fünf neue Terminals, sondern überall auf der Welt. Allein China plant bis 2030 zusätzliche 34 Terminals.

Nach den Erfahrungen mit Wladimir Putin, der sein Erdgas und sein Erdöl brutal als Waffe gegen den Westen einsetzt, will kein Staat mehr von einem einzigen Lieferland abhängig sein. Das ist der wichtigste Treiber für die Vernetzung der Energieströme in den nächsten Jahren. Wir werden aus Schaden dieses Mal wirklich klug.

N° 107 Der lange Abschied

Susanne Memarnia, TAZ, 21.12.22

Über 50 Jahre lang verweigerte sich Deutschland der Rückgabe des kolonialen Raubguts. Heute will man Vorreiter sein

Als die „Benin-Bronzen“ ab 1897 in Europa bekannt wurden, waren sie eine Sensation. Unter dem Namen wird heute ein Konvolut aus fein ziselierten Reliefs, Gedenkköpfen und Figuren aus Metall, Elfenbein und anderen Materialien aus dem 16. bis 18. Jahrhundert zusammengefasst. Ihre Schönheit und Kunstfertigkeit, die weiße Europäer in rassistischer Hybris den angeblich geschichts- und kulturlosen Afrikanern nicht zugetraut hatten, wurde sofort bestaunt und bewundert.

Mindestens 3.000 dieser Objekte waren im Zuge der britischen Eroberung der alten Königsstadt Benin City geraubt worden und über Auktionshäuser in London und Zwischenhändler, etwa deutsche Kaufleute, in westliche Museen gekommen.

In Deutschland landeten rund 1.100 Objekte, die meisten (514) im damaligen Völkerkundemuseum Berlin, heute das Ethnologische Museum, nur das British Museum hat weltweit mehr. Auch das heutige Hamburger Museum am Rothenbaum, das Kölner Rautenstrauch--Joest-Museum, die Völkerkundemuseen in Leipzig und Dresden und das Stuttgarter Linden-Museum sammelten erkleckliche Bestände.

Im Jahr 1972 forderte Nigeria bescheiden einige Bronzen als Dauerleihgabe zurück. Doch die Mehrzahl der deutschen Museumsmacher, etwa die mächtige Stiftung Preußischer Kulturbesitz (SPK), wies das Ansinnen zurück, wie die Kunsthistorikerin Bénédicte Savoy in ihrem Buch „Afrikas Kampf um seine Kunst“ detailliert nachzeichnet. Ähnlich ging es anderen Ländern, die ihre Kunst zurückhaben wollten.

Getrieben von der Furcht, hiesige Museen könnten bald „leer“ sein, wenn man den Wünschen der ehemaligen Kolonien nachgäbe, beharrte man in Deutschland auf der Auffassung, alle Objekte seien „legal“ erworben, nicht geraubt oder gestohlen – müssten also nicht zurückgegeben werden. Noch Ende 2018 schloss sich die

damalige Bundesregierung dieser Auffassung an, wie aus der Antwort auf eine AfD-Anfrage zu den Berliner ethnologischen Beständen hervorgeht. Gerne führte man auch an, Länder wie Nigeria hätten gar nicht die räumlichen, technischen wissenschaftlichen Möglichkeiten, die Kunst angemessen zu bewahren. Dass ein Großteil der Bronzen – wie andere Raubkunst aus den Kolonien – in hiesigen Depots verstaubte, verschwieg man lieber.

Allerdings geriet man mit dieser Haltung zusehends ins Abseits. Im Jahr 2017 erklärte Emmanuel Macron die Bereitschaft Frankreichs, geraubte Kulturgüter zurückzugeben. In der Debatte über das Berliner Humboldt Forum bekamen kritische Stimmen, etwa von Savoy, medial mehr Gehör. Intern gingen deutsche Museen auch neue Wege, begannen etwa 2010 die Kooperation in der Benin Dialog Group, die an einem neuen Museum in Benin-City arbeitet. Zugleich aber plante das Humboldt Forum eine üppige Benin-Ausstellung, die Bronzen würden ein Publikumsmagnet sein, frohlockte der Direktor.

Doch pünktlich zur digitalen Eröffnung im Dezember 2020 machte der nigerianische Botschafter in Berlin, Yusuf Tuggar, medienwirksam per Twitter bekannt, dass es eine neue Rückgabebeforderung für die Bronzen gebe. SPK und Außenministerium wiegelten ab, das sei keine „offizielle Rückgabebeforderung“. Intern gab es aber wohl schon länger diplomatische Gespräche. Dann ging alles ganz schnell: Ende April 2021 erklärten die deutschen Museen und die damalige Kulturstaatssekretärin Monika Grütters (CDU) ihre Bereitschaft zu „substanziellen“ Rückgaben. Im Juli dieses Jahres unterzeichneten Kulturstaatsministerin Claudia Roth und Außenministerin Annalena Baerbock (beide Grüne) eine entsprechende Absichtserklärung, die Museen gaben seither in Verträgen die Eigentumsrechte zurück.

Nigeria honoriert das: Berlin darf rund ein Drittel der Bronzen für zehn Jahre als Leihgabe behalten, Köln und Stuttgart haben ähnliche Vereinbarungen erreicht. Ganz leer werden hiesige Museen wohl doch nicht werden.

N° 127 Wie sich Deutschland weiterbildet

Felix Schwarz, FAZ · 27. März 2023

Ein Leben, ein Job? Das gehört der Vergangenheit an. Weiterbildung wird immer wichtiger. Doch die Zugangschancen zu Angeboten sind nach wie vor ungleich verteilt.

Die Digitalisierung und die Auswirkungen des Klimawandels auf Geschäftsmodelle verändern die Wirtschaft. Gleichzeitig beklagen Unternehmen schon jetzt, dass ihnen Fachkräfte fehlen. Dabei werden die Anforderungen an die Kompetenzen von Beschäftigten in vielen Berufen in den nächsten Jahren eher noch steigen. Lebenslanges Lernen und ausgeprägte Anpassungsfähigkeit sind gefragt. Bundesarbeitsminister Hubertus Heil (SPD) will mit einem neuen Weiterbildungsgesetz die Weichen dafür stellen. Doch wie ist es um die Weiterbildungslandschaft hierzulande bestellt?

Unklare Rechte und Verantwortlichkeiten nannte die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) im Jahr 2021 als Gründe, warum in Deutschland der Anteil der Bürger, die sich weiterbilden ließen, zwar leicht über dem OECD-Durchschnitt lag, aber doch hinter den Werten vieler Ländern mit ähnlichem Bildungssystem zurückblieb. In einer EU-Umfrage gaben 2019 rund 13 Prozent der Deutschen mit (Fach-)Hochschulabschluss zwischen 25 und 64 Jahren an, in den vergangenen vier Wochen an Weiterbildung teilgenommen zu haben. In zahlreichen Ländern wie Frankreich oder in der Schweiz war der Anteil höher. Allerdings stieg die Beteiligung unter den 18 bis 64 Jahre alten Menschen auf das gesamte Jahr bezogen laut des europäischen Adult Education Survey (AES) an – von 44 Prozent im Jahr 2017 auf 60 Prozent im Jahr 2020.

Was Fachleute aber kritisieren: Menschen mit geringer Bildung, weniger Einkommen oder Beschäftigte in kleineren Unternehmen lassen sich seltener weiterbilden. Nur 44 Prozent der Befragten mit Hauptschulabschluss oder darunter nahmen im Jahr 2020 an Weiterbildungen teil. Unterschiede zeigen sich auch hinsichtlich der Herkunft: Laut einer AES-Zusatzstudie aus dem Jahr 2020 lag die Quote für Migranten, die selbst nicht in Deutschland geboren wurden und von denen wenigstens ein Elternteil nicht in Deutschland geboren wurde, mit 49 Prozent ebenfalls unter dem Bevölkerungsdurchschnitt.

Für Martin Ehlert, Professor für Soziologie mit Schwerpunkt Bildung und Digitalisierung in Berlin, ist klar: „Die Weiterbildungslandschaft in Deutschland ist zu kompliziert, kleinteilig und zu schlecht auf die Bedürfnisse der Menschen ausgerichtet.“ Und das benachteiligt weiterhin vor allem Menschen, deren Muttersprache nicht Deutsch ist, und ebenso Bürger mit niedrigeren Abschlüssen. Wer hingegen in wissensintensiven Berufen im Dienstleistungssektor arbeitet oder überall dort, wo sich Beschäftigte ständig an neue Trends anpassen müssen, nimmt laut Soziologe Ehlert öfter an individuellen Angeboten zur Weiterbildung teil. Weiterbildung, die nicht zu einem besonderen anerkannten Abschluss führt, ist in Deutschland am verbreitetsten. ...

Die Arbeitgeber sind unter allen Weiterbildungsaktivitäten die am häufigsten die Anbieter. Sie sorgten für 42 Prozent der genutzten Möglichkeiten. Bei den nicht berufsbezogenen Weiterbildungen liegen selbstständige Einzelpersonen wie etwa Trainer oder Lehrer vorne (34 Prozent) – gefolgt von gemeinnützigen Vereinen, einer Partei oder sozialen, kulturellen oder politischen Initiativen (14 Prozent), den Volkshochschulen (11 Prozent) und kommerziellen Bildungseinrichtungen wie etwa Sprachinstituten (11 Prozent).

Thematisch stehen Wirtschaft, Arbeit und Recht hoch im Kurs. Natur, Technik und Computer einerseits sowie Pädagogik und Sozialkompetenz andererseits sind ebenso beliebt. Pia Gerdes ist seit zwölf Jahren selbstständige Personalberaterin. Die aus ihrer Sicht wichtigste Entwicklung: „Heute wollen Arbeitnehmer nicht nur gut verdienen, sondern sich persönlich weiterentwickeln.“ Die Folge: Um sich als Arbeitgeber profilieren zu können, komme es heute viel stärker auf Weiterbildung an, die auf die Bedürfnisse der Beschäftigten zugeschnitten sei. Zudem werden laut Gerdes zertifizierte Abschlüsse immer wichtiger.

Auch die grundlegende Einstellung habe sich geändert: „Mitarbeiter suchen die Verantwortung nicht mehr nur bei sich selbst, sondern fordern von ihrem Arbeitgeber entsprechende Weiterbildungen, um das Risiko von Fehlern zu verringern“, sagt Personalberaterin Gerdes. Selbstmanagement und Agilität würden an Bedeutung gewinnen. Und auch der Trend, in offenen, sich ständig wechselnden Strukturen zu denken und zu arbeiten, werde in Zukunft immer wichtiger.

N° 163 Von wegen Krise

Hochkultur findet die große Mehrheit der Deutschen wichtig. Auch die Jugend?

Peter Laudenbach, Süddeutsche Zeitung, 2.6.23

Kulturpolitiker, die sich angesichts drohender Sparhaushalte schon mal darauf vorbereiten, ihre Budgets zu verteidigen, bekommen jetzt mit einer aktuellen Studie der Bertelsmann-Stiftung eine sehr ausdifferenzierte Argumentationshilfe. Die für diesen „Relevanzmonitor Kultur“ durchgeführte Umfrage des Meinungsforschungsinstituts Forsa zeigt erfreulich hohe Zustimmungswerte für die Theater, Museen, Orchester und Opernhäuser, also die sogenannte Hochkultur. Mehr als 90 Prozent der 2505 befragten Bundesbürger finden es wichtig, das kulturelle Angebot der Stadt- und Staatstheater zu erhalten. Theater, Opern, Museen gehören für 82 Prozent der Befragten zur kulturellen Identität des Landes. Fast ebenso viele, 76 Prozent, sind der Meinung, dass diese kulturelle Infrastruktur auch in Zukunft mit öffentlichen Mitteln finanziert werden sollte. Von einer Akzeptanzkrise der Hochkultur und ihrer Subventionierung aus Steuermitteln kann offenbar keine Rede sein.

Für Dorothea Gregor, die Leiterin der Studie, war die seit der Pandemie lauter geführte Debatte über die möglicherweise nachlassende Relevanz der Hochkultur und ihrer Institutionen ein Grund für die empirische Erhebung: „Wir wollten diese mit viel Bauchgefühl geführte Debatte mit Daten versorgen“, sagt sie der SZ. Das ist in ihren Augen umso wichtiger, wenn in den absehbar härter werdenden Verteilungskämpfen um knappe öffentliche Mittel „demokratiefeindliche Populisten die öffentliche Kulturfinanzierung infrage stellen“. Gerade in einer diversen Gesellschaft der unterschiedlichsten Milieus und kulturellen Prägungen können Theater und Museen Begegnungsräume und Orte des gemeinsamen Erlebens sein. Auch darin liegt ihre Bedeutung für die Demokratie und den gesellschaftlichen Zusammenhalt.

Die hohen Zustimmungswerte zeigen, dass die Theater und anderen Kulturinstitutionen offenbar vieles richtig machen. Allerdings klafft zwischen dem verbreiteten Stolz auf diese kulturelle Infrastruktur und ihrer realen Nutzung eine deutliche Lücke. Nur gut ein Drittel der für die Studie befragten Bundesbürger war im

vergangenen Jahr in einem Museum, nur jeder Fünfte hat im Lauf des Jahres eine Theateraufführung besucht, 17 Prozent der Befragten waren in einem Klassik-Konzert, 12 Prozent in einer Opern- oder Ballettvorstellung.

In der Gesamtbevölkerung wie in der Gruppe der 18- bis 29-Jährigen „interessieren sich zwei Drittel gar nicht oder weniger stark für Theateraufführungen, klassische Musikkonzerte, Oper-, Ballett- und Tanzaufführungen“, konstatiert die Bertelsmann-Studie.

Nicht jeder muss für „Schwanensee“ oder den „Ring des Nibelungen“ schwärmen - es soll ja auch Menschen geben, die mit der Bundesliga, Musicals oder Konzerten der Toten Hosen nichts anfangen können. Aber dass viele der Befragten davon ausgehen, dass die Bühnen und Museen sie gar nicht als Besucher wollen, markiert ein Defizit im Programm und der Vermittlungsarbeit der Kulturinstitutionen: „Vier von zehn jungen Erwachsenen haben das Gefühl, das Angebot richte sich gar nicht an sie. Sie fühlen sich vor Ort fehl am Platz“, lautet ein Befund der Studie, mit dem die Verantwortlichen in den Kultureinrichtungen nicht zufrieden sein können.

Für Dorothea Gregor, die Leiterin der Studie, ist die auffällige Diskrepanz zwischen dem prinzipiellen Stolz auf die Theater und Museen und der Tatsache, dass sie mit ihrem Angebot nur einen Teil der Bevölkerung erreichen, kein Grund für Kulturpessimismus, im Gegenteil: „Das ist eine Chance. Wenn die Kultureinrichtungen ihre Hausaufgaben machen, können sie sehr viel mehr Menschen erreichen. Aber dafür brauche sie auch die Unterstützung der Politik.“ Einige praktische Vorschläge lassen sich auch aus der Forsa-Umfrage ableiten: 85 Prozent der Befragten wünschen sich Angebote, die sich speziell an Kinder und Jugendliche richten, und insgesamt 83 Prozent würden gerne in Vorstellungen gehen, „bei denen man lachen kann“.

Nur jeder Fünfte unter den Befragten war 2022 im Theater.

N° 165 Wandern, reden, essen

Kanzler Scholz und Frankreichs Präsident Macron wollen ihre kriselnde Beziehung verbessern

Daniel Brössler, Süddeutsche Zeitung, 8.5.23

Berlin - Nach anhaltender Kritik am Zustand ihrer Beziehungen wollen Deutschland und Frankreich mit ungewöhnlichen Maßnahmen das Klima zwischen beiden Regierungen verbessern. So sollen die Kabinette beider Länder nach Informationen der Süddeutschen Zeitung künftig einmal im Jahr zu Klausuren zusammenkommen. Die erste dieser Kabinettsklausuren soll im Herbst in Deutschland stattfinden. Auch die Ministerräte sollen reformiert werden und so einen größeren inhaltlichen Ertrag bringen.

Mit demonstrativer Gemeinsamkeit wollen Bundeskanzler Olaf Scholz (SPD) und Frankreichs Staatspräsident Emmanuel Macron in den kommenden Monaten die Zweifel am deutsch-französischen Duo ausräumen und dem Eindruck entgegentreten, sie fänden schon wegen ihres unterschiedlichen Temperaments keinen Draht zueinander.

Den Anfang macht Scholz mit einer Einladung zum Abendessen. Am 6. Juni will er Macron in einem Restaurant in seinem Wohnort Potsdam bewirten lassen. Schon diese Woche soll Außenministerin Annalena Baerbock in Paris an einer Sitzung des französischen Kabinetts teilnehmen. Höhepunkt der deutsch-französischen Charmeoffensive aber wird ein mehrtägiger Staatsbesuch Macrons in Deutschland voraussichtlich im Juli auf Einladung von Bundespräsident Frank-Walter Steinmeier sein. Solch einen französischen Besuch mit viel Symbolik und Pomp gab es zuletzt vor 23 Jahren. Staatspräsident war damals Jacques Chirac.

Nur bei Symbolik aber soll es nicht bleiben. Schon am Rande der Feierlichkeiten anlässlich des 60-jährigen Jubiläums des Élysée-Vertrages in Paris im Januar wurde deshalb über praktische Verbesserungen gesprochen. So präsentierte die deutsche Seite die ungewöhnliche Idee gemeinsamer Kabinettsklausuren, die vollständig anders ablaufen sollen als die üblichen Begegnungen zwischen Regierungen. Ähnlich wie bei den Kabinettsklausuren in Meseberg sollen Referenten eingeladen werden, die über Themen reden, die beide Gesellschaften umtreiben - etwa die künstliche Intelligenz oder Fragen des Weltraums. Geredet werden soll ohne Formalitäten und Kommuniqués. Stattdessen angedacht sind gemeinsame Wanderungen.

Die Premiere findet voraussichtlich im Oktober statt. Das Gästehaus der Bundesregierung in Meseberg kommt dafür nicht in Frage, es wäre zu klein. Weiterhin halbjährlich abgehalten werden sollen die gemeinsamen Ministerräte.

Aber auch sie sollen anders gestaltet werden, vor allem weniger steif. So ist daran gedacht, den Kreis der Teilnehmerinnen und Teilnehmer zu verkleinern und stets ein Politikfeld in den Mittelpunkt zu stellen. So könne mal die Außen- und Sicherheitspolitik diskutiert werden, ein anderes Mal die Arbeits- und Sozialpolitik, heißt es in Berlin. Scholz, der sich als Finanzminister während langatmiger Regierungskonsultationen mitunter gelangweilt haben soll, will interessantere Räte. „Es geht darum, in Ruhe über die großen gesellschaftlichen Fragen zu diskutieren“, heißt es aus dem Kanzleramt.

Dahinter steckt allerdings auch das Eingeständnis, dass der 2019 mit großem Aplomb unterzeichnete Aachener Vertrag die hohen Erwartungen bisher nicht erfüllt hat. Der Vertrag sieht eine viel stärkere Kooperation vor und sollte die Zusammenarbeit vor allem in der Europapolitik mit neuem Leben erfüllen. Man wolle den „großen Herausforderungen unserer Zeit Hand in Hand“ begegnen, sagte damals Kanzlerin Angela Merkel (CDU).

In der Praxis herrscht freilich vielfach Ernüchterung. So hatte zuletzt die Warnung Macrons, die Europäer sollten sich nicht in einen Konflikt zwischen den USA und China um Taiwan verstricken lassen, für Irritationen in Berlin gesorgt.

Auch Macrons Konzept einer „strategischen Autonomie“ Europas wird von Scholz so nicht geteilt. In Paris wird wiederum die demonstrative Nähe von Kanzler Scholz zu US-Präsident Joe Biden mit Unbehagen verfolgt. Grundsätzlich aber, wird im Kanzleramt betont, sei Macron ein Wunschpartner: „Er ist ein französischer Präsident, aber ein Super-Pro-Europäer“, heißt es. Und sein „deutsch-französischer Reflex“ funktioniere.

